

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
VALORISATION DU CAFÉ
ET
LE CHANGE BRÉSILIEN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 2 Juin 1908, à 1 heure

PAR

Louis BLANCHECOTTE

Président : M. SOUCHON, professeur
Suffragants { *MM. JAY, professeur*
FERNAND FAURE, professeur

PARIS
IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE
15, Rue Racine, 15
—
1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
VALORISATION DU CAFÉ
ET
LE CHANGE BRÉSILIEN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 2 Juin 1908, à 1 heure

PAR

Louis BLANCHECOTTE

Président : M. SOUCHON, professeur

Suffragants { *MM. JAY, professeur*
FERNAND FAURE, professeur



PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUE

15, Rue Racine, 15

—
1908

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

La Valorisation du Café

ET LE

Change Brésilien

INTRODUCTION

Le Brésil vient de tenter une expérience connue sous le nom de « valorisation du café », expérience fort intéressante qui a pour but de remédier à la baisse des prix de ce produit tout en permettant de redresser le change.

Le Brésil est en effet le plus grand producteur de café du monde ; et cela s'explique tout d'abord par des circonstances géographiques : son climat et son sol réalisent les conditions les plus favorables à la bonne venue du caféier et à la saine maturation de la graine. Mais, chose curieuse, le régime monétaire y contribue aussi pour une large part.

C'est un régime défectueux à bien des égards, puisque

la circulation se compose exclusivement de papier : or les variations et la baisse du change causent au commerce, à l'industrie et aux finances les plus gros embarras. Mais cette baisse du change a aussi pour effet de favoriser le producteur de café.

Ainsi le change, qui était au pair de 27 d le milreis au moment de l'établissement de la République, baissa jusqu'en 1899 dans des proportions telles que la valeur du milreis tomba à 7 pence 7/16 en 1899. Or la dépréciation de l'unité monétaire d'un pays par rapport à l'or produit toujours le phénomène suivant : si elle diminue la puissance d'achat de cette monnaie dépréciée sur les pays à monnaie saine, elle augmente dans la même proportion sur le marché indigène la puissance d'achat des monnaies étrangères ayant conservé leur parité d'or. Il s'ensuit que les producteurs nationaux, dans l'espèce les planteurs, le café étant le principal article d'exportation, se trouvent dans une situation très privilégiée grâce à la baisse, les traités d'exportation valant de l'or leur permettent d'acquérir une plus grande quantité de milreis et comme les salaires comptés en papier mettent toujours un certain temps à subir l'influence des variations monétaires, il en résulte que le prix de revient du café diminue et que les bénéfices des planteurs s'accroissent.

Ainsi par exemple en 1903 le quintal de café s'est vendu au Havre en moyenne 74 francs, soit, en déduisant 20 o/o de frais divers, 59 fr. 20 environ à recevoir par le Brésil et le cours du change ayant été cette année

de 11 pence 96 (1) ou 1,25 chaque quintal constituait pour la production brésilienne une rentrée de

$$\frac{59,20}{1,25} = 47 \text{ milreis } 44.$$

Si le taux moyen du change avait haussé à 15 d. ou 1 fr. 57, le prix moyen du café étant resté le même, chaque quintal n'aurait plus procuré que

$$\frac{59,20}{1,57} = 37 \text{ milreis } 70.$$

Avec un change de 10 la valeur du même, quintal, vendu au même prix au Havre, aurait donné au Brésil

$$\frac{59,20}{1,57} = 56 \text{ milreis } 38.$$

Donc un change bas agit comme une prime à l'exportation et favorise les planteurs et il est tout naturel que ceux-ci fassent tous leurs efforts pour maintenir une pareille situation ; c'est ce qu'ils firent. Malheureusement les conséquences d'une telle activité aboutirent au Brésil à la surproduction ; la consommation n'allant pas aussi vite que la production le marché fut bientôt encombré par les quantités de café qui y affluaient et les prix subirent une baisse considérable, baisse qui se fit d'autant plus sentir que le change haussait) de 7 pence 7/16 en 1899 le change remontait à 15 pence 57/64 en 1905). Et que le planteur était accablé par la surabondance de son produit. Mais le malheur des uns faisant le bonheur des autres, la hausse du milreis était

1. 1 penny = 0 fr. 105.

conforme aux intérêts du Brésil ; si un change bas favorise les fazendeiros, un change haut favorise les salariés, les importateurs (la dépréciation monétaire se traduisant par une hausse plus ou moins proportionnelle en monnaie nationale des produits achetés à l'étranger) et l'Etat qui voit ainsi son crédit se relever et ses charges diminuer. En effet pour assurer le service des intérêts et de l'amortissement de ses dettes il lui faut inscrire chaque année au budget une certaine somme en papier monnaie, qui augmente à mesure que le papier perd de sa valeur par rapport à l'or. Ainsi pour le service de la dette fédérale libellée en or on constate qu'avec un change de 12 pence les intérêts de cette dette coûtent annuellement 61.497 contos. Avec un change de 14 d. cette somme se réduirait à :

$$\frac{61.497 \times 12}{14} = 52.712 \text{ contos.}$$

Au contraire avec un change de 10 elle s'élèverait à :

$$\frac{61.497 \times 12}{10} = 73.790 \text{ contos.}$$

Redresser le change semble donc être la principale réforme que doit accomplir le gouvernement brésilien. Mais le problème est extrêmement délicat et complexe puisque si d'un côté le gouvernement a le devoir d'alléger ses finances en s'efforçant de relever le change et de diminuer la prime sur l'or, d'un autre côté l'intérêt des planteurs, qui sont les exportateurs par excellence, semble être manifestement opposé.

Il fallait donc tenter de relever le cours du café tout en maintenant le change au taux où il était remonté. Le présent ouvrage est essentiellement consacré à l'étude de cette tentative, mais une étude plus approfondie du change brésilien paraît être la préface obligée de la question du café à laquelle il est intimement lié puisqu'il a eu à un moment donné une influence prépondérante sur la culture de ce produit.

CHAPITRE PREMIER

Historique du Change

Parmi les nombreuses richesses qu'il recèle, le Brésil compte les métaux précieux, notamment l'or ; la monnaie métallique aurait donc pu y être abondante. Mais de fort bonne heure, le gouvernement dut recourir, sous l'empire de nécessités politiques, aux émissions de billets inconvertibles et ceci est intéressant à noter puisque nous voyons ainsi les causes qui ont présidé à la naissance du papier monnaie. Lorsque le régent Dom Joao émigra du Portugal, il se trouva, à Rio-de-Janeiro, entouré de toute une foule de sujets militaires ou civils, qu'il fallait nourrir et entretenir avec pour uniques ressources (le Portugal ne pouvant lui fournir aucune aide pécuniaire) les revenus publics du Brésil, constitués en principe par les impôts douaniers de 24 0/0. Malheureusement ces impôts rendaient fort peu ; la plus grande partie du commerce s'effectuait avec l'Angleterre dont les marchandises ne payaient que des droits de 15 0/0 *ad va-*

lorem : aussi fallut-il recourir aux expédients. Après avoir procédé à une refraappe à un pair différent des monnaies en cours, Dom Joao créa en 1808, sous le nom de Banque du Brésil, un établissement de crédit au capital de 1.200.000 milreis, qui devait fournir l'aide de son crédit au gouvernement, chaque fois que celui-ci en aurait besoin. Cette banque avait, en effet, entre autres privilèges celui du cours légal pour les billets émis par elle. Et Dom Joao usa largement de la faculté qu'il s'était réservée de faire des emprunts. Par suite, à mesure que les émissions de la banque augmentaient, son fonds métallique diminuait et devenait de plus en plus insuffisant à garantir la convertibilité des billets émis. En 1820, il y avait pour 8.566.450 milreis de billets en circulation. Aussi le bilan établi le 23 mars 1821 par le conseil d'administration, montra-t-il clairement l'état d'insolvabilité de l'établissement ; sa réserve métallique n'était que de 1.315.530 milreis, alors que les billets promissaires remboursables représentaient une somme de 8.872.450 milreis. Le capital de la Banque était à cette date de 2.268.000 milreis, son fonds de réserve de 206.506 milreis et la dette gouvernementale s'élevait à 4.799.415 milreis. Pour prévenir une panique Dom Joao promulgua le même jour, 23 mars 1821, un décret où il déclarait considérer comme dette nationale, les avances faites au gouvernement par la Banque, et pour renforcer la garantie de celle-ci mettait à sa disposition, la plus grande partie des effets précieux et des bijoux de la

couronne. Toutefois, quatre mois plus tard (le 28 juillet) l'administration de cet établissement de crédit était autorisée à suspendre le paiement en or de ses billets promissoires.

Ainsi fut inauguré le régime du papier monnaie qui depuis n'a cessé d'exister au Brésil.

Jusqu'en 1849, l'histoire financière du Brésil présente toute une suite de procédés plus ou moins arbitraires et artificiels pour lutter contre la débâcle, augmentée encore par les révoltes et les guerres civiles. L'étalon monétaire déjà altéré en 1833 par la réduction du pair de 67 d. $1/2$ à 43 d. $1/5$ fut de nouveau altéré une seconde fois en 1846 : de 43 d. $1/5$ le pair du change fut réduit à 27 pence par milreis. A partir de cette année, le taux du change atteignit le pair, ce qu'on n'avait pas vu depuis l'indépendance et le dépassa même pendant une longue période.

Le Brésil venait en effet de modifier son système monétaire et était passé théoriquement à l'étalon or.

En vertu de la loi votée le 11 septembre 1846 le décret législatif du 30 septembre 1847 autorisa le gouvernement à frapper des monnaies d'or de 20 milreis et de 10 milreis et des monnaies d'argent de 2 milreis, de 1 milreis et de 500 reis ; le rapport légal entre l'or et l'argent était fixé à $1,15 \frac{5}{8}$. Le pouvoir exécutif promulgua en conséquence le décret du 28 juillet 1849 qui établit le poids, le titre et la valeur de ces monnaies ainsi qu'il suit : monnaie d'or de 20 milreis du poids de 5 oita-

vas (1) (17 gr.930) et de 10 milreis du poids de 2 1/2 oitavas : monnaies d'argent de 2 milreis du poids de 7 oitavas 8 grains (25 gr. 5) et de 1 milreis et de 500 reis avec poids proportionnel. Mais cette monnaie d'argent ne devait avoir force libératoire que jusqu'à concurrence de 20 milreis.

L'unité monétaire était le milreis or pesant 0.896 de fin.

De ce régime il ne reste actuellement que les noms des monnaies réelles ou des monnaies de compte : le milreis qui vaut 1.000 reis ou 2,85 au pair 27 et le conto de reis qui vaut 1.000 milreis ou 2.830 francs. Le Brésil a en effet complètement détruit son système monétaire ; les émissions de papier continuant à augmenter tandis que la production du métal diminuait.

Dans l'année qui suivit l'année 1864, époque où eut lieu une crise économique due à la faillite de la maison de banque Alves Souto et C^{ie} et d'autres maisons de banque de Rio de Janeiro, l'augmentation du papier monnaie fut considérable par suite du cours forcé accordé aux billets convertibles émis par la banque du Brésil.

En 1864-1865 le montant total de la circulation fiduciaire du Brésil était de 100.649.035 milreis ; en 1868-1869 elle atteignit 163.224.767 milreis et 213 millions 582.585 milreis en 1885-1886. Ce moyen de régler les dettes et d'équilibrer le budget était par trop facile : aussi les

1. L'oitava égale 3 gr. 586.

émissions de papier monnaie continuèrent-elles à se succéder rapidement d'autant, plus rapidement que le désir de se constituer à l'image des nations européennes entraînait le Brésil à de nouvelles et formidables dépenses.

Le 19 novembre 1889 le total de la circulation de papier monnaie de l'Etat était de 185.819.213 milreis et celui du papier monnaie des banques de 11.337.350 milreis (1).

Deux ans plus tard, le 31 décembre 1891, le total des deux espèces (papier d'Etat et papier de banque) montait à 513.727.000 milreis. En décembre 1894 les émissions avaient atteint le chiffre de 712.358.000 milreis plus du triple de la quantité totale en circulation en 1889. L'augmentation du numéraire inconvertible continua jusqu'en 1897 époque où le Trésor, en vertu de la disposition du décret du 16 décembre 1896 remplaça par 80.000.000 milreis de billets une égale quantité de titres appelés bonus que la Banco da Republica avait émis, selon l'autorisation du décret du 25 septembre 1893.

En 1898 selon la loi du 9 décembre 1896 les émissions des banques qui se montaient à la somme de 340 millions 714.370 milreis furent rachetées par le gouvernement qui prit la responsabilité de tout le papier monnaie : la faculté de faire des émissions de ce genre conférée aux banques par le régime de 1890 ayant absolument cessé en

1. Dr Vieira Souto. *Notes sur le commerce international, la navigation et les finances du Brésil.*

vertu d'un accord conclu entre le Trésor national et la Banco da Republica à la date du 18 mars 1897.

Au 31 août 1898 la quantité totale de papier monnaie en circulation était de 778.364.614 milreis. Le 31 décembre 1899, cette quantité, grâce au Funding Loan se trouvait réduite à 733.727.153 milreis, en 1900 à 699.631.719 et le 31 décembre 1901 à 680.451.058 milreis. A la fin de l'année 1906 la circulation de papier monnaie ne se montait plus qu'à 664.798.960 milreis et à 662.220.488 milreis en 1907.

Que devenait le change au milieu d'une telle situation ? Sans remonter plus haut que 1869-1870, nous constatons que jusqu'en 1889 il ne descendit guère au-dessous de 18 pence, même à cette époque il était au pair, et le milreis valait 2,83. Mais bientôt après il s'effondrait prodigieusement. Partie de 26 d. en janvier 1860, la valeur du milreis tombait à $5\frac{5}{8}$ en avril 1898 et le cours moyen de cette dernière année s'établit à $7\frac{3}{16}$ contre $22\frac{9}{16}$ en 1890. Depuis 1900 le change est remonté lentement pour atteindre 16 d. $\frac{3}{64}$ en 1906.

Il existe dans la période que nous avons envisagée entre la progression des émissions et la dépréciation d'abord, puis entre la hausse et la réduction de la circulation une coïncidence qui ne peut manquer d'impressionner et qui a été relevée par tous les auteurs.

Cette opinion découle logiquement de la théorie classique de la monnaie dont une loi fondamentale généralement désignée sous le nom de théorie quantitative peut

*Emissions de papier monnaie de l'Etat et des Banques
de 1868 à 1907 (1)*

Exercice	Emission de l'Etat	Emission des banques	Total
	Milreis	Milreis	Milreis
1868-69	127.229 : 722	35.995 : 045	163.224 : 767
1869-70	149.397 : 628	43.129 : 245	192.526 : 873
1870-71	151.078 : 061	40.727 : 550	191.805 : 611
1871-72	150.806 : 740	38.000 : 000	188.806 : 740
1872-73	149.578 : 732	35.432 : 050	185.010 : 780
1873-74	149.546 : 631	33.548 : 125	183.094 : 756
1874-75	149.501 : 299	32.367 : 400	181.868 : 699
1875-76	149.379 : 750	30.042 : 075	179.426 : 825
1876-77	149.347 : 659	30.000 : 000	179.347 : 659
1877-78	181.279 : 057	27.654 : 450	208.933 : 507
1878-79	189.258 : 354	27.654 : 450	216.912 : 804
1879-80	189.199 : 591	26.478 : 225	215.677 : 816
1880-81	188.155 : 455	24.129 : 150	212.284 : 605
1881-82	188.110 : 973	24.129 : 150	212.230 : 123
1882-83	188.041 : 087	22.955 : 900	210.997 : 587
1883-84	187.936 : 661	21.689 : 300	209.625 : 961
1884-85	187.343 : 725	20.517 : 725	207.861 : 450
1885-86	194.282 : 585	19.300 : 000	213.582 : 588
1886-87	184.335 : 294	17.956 : 375	202.291 : 669
1888	188.869 : 263	16.419 : 100	205.288 : 363
1889	185.819 : 213	11.337 : 350	197.156 : 563
1890	171.081 : 414	127.910 : 610	298.992 : 024
—	—	—	—
1891	167.611 : 400	346.115 : 960	513.727 : 360
1892	215.100 : 000	346.115 : 960	561.215 : 960
1893	285.744 : 750	346.115 : 960	631.860 : 710
1894	367.358 : 652	345.000 : 000	712.358 : 652
1895	337.351 : 527	340.714 : 370	678.065 : 897
1896	371.641 : 023	340.714 : 370	712.355 : 393
1897	439.614 : 276	340.714 : 370	780.328 : 646
1898	778.364 : 614	—	778.364 : 614
1899	733.727 : 153	—	733.727 : 153
1900	699.631 : 719	—	699.631 : 719
1901	680.451 : 058	—	680.451 : 059
1902	675.536 : 784	—	675.536 : 784
1903	674.978 : 942	—	674.978 : 942
1904	673.739 : 908	—	673.739 : 908
1905	669.492 : 000	—	669.492 : 000
1906	664.792 : 960	—	664.792 : 960
1907	662.220 : 488	—	666.220 : 484

1. Notes sur le commerce international 1, la navigation et les finances du Brésil, par le Dr Vieira Souto. Extrait de l'introduction de l'ouvrage *O Brasil suas riquezas naturais, suas industrias*.

Cours du change sur Londres de 1869 à 1906 (1)

Années	TAUX			Années	Billets en circulation
	Moyen	Minimum	Maximum		
	CHANGE PAIR 27 d. (2)				
					Milreis
1869	18 13/16	18	19 5/8	1869	163.224 : 767
1870	22 1/16	19 5/8	24 1/4	1870	192.526 : 873
1871	24 1/32	22	25 7/8	1871	191.805 : 611
1872	25	23	26 1/4	1872	181.806 : 740
1873	26 3/32	25	27	1873	185.010 : 780
1874	25 25/32	24 3/4	26 3/4	1874	183.094 : 756
1875	26 7/32	26 1/8	28 3/8	1875	181.860 : 699
1876	25 11/42	23 3/8	27 1/8	1876	179.426 : 825
1877	24 9/16	23	25 5/8	1877	179.347 : 659
1878	22 15/16	21	24 5/8	1878	208.933 : 507
1879	21 3/4	19 1/8	24 3/4	1879	216.912 : 804
1880	22 3/32	19 7/8	24	1880	215.677 : 816
1881	21 29/32	20 1/2	23 1/4	1881	212.284 : 605
1882	21 5/32	20 1/8	22	1882	212.230 : 123
1883	21 9/16	21	21 1/4	1883	210.997 : 587
1884	20 11/16	19 1/16	22 1/2	1884	209.623 : 961
1885	18 19/32	17 5/8	19 5/8	1885	207.861 : 450
1886	18 11/16	17 1/2	22 13/16	1886	213.582 : 585
1887	22 7/16	21 1/16	23 13/16	1887	202.291 : 669
1888	25 1/4	22 1/2	27 9/16	1888	205.288 : 363
1889	26 7/16	24 1/4	27 3/4	1889	197.156 : 563
1890	22 9/16	20 1/2	26	1890	290.992 : 024
1891	14 29/32	11 1/2	20 3/4	1891	513.727 : 360
1892	12 1/32	10	16	1892	561.215 : 960
1893	11 19/32	10 1/8	13 15/16	1893	631.860 : 710
1894	10 3/32	9 1/32	12 1/2	1894	712.350 : 652
1895	9 15/16	9	11 13/32	1895	670.065 : 897
1896	9 1/16	8	10 5/16	1896	712.355 : 393
1897	7 23/32	6 7/8	8 31/32	1897	780.328 : 646
1898	7 3/16	5 5/8	8 27/32	1898	778.364 : 614
1899	7 7/16	6 11/16	8 7/32	1899	733.727 : 153
1900	9 1/2	7	14 1/16	1900	699.631 : 719
1901	11 3/8	9 23/32	13 13/32	1901	680.451 : 059
1902	11 31/32	11 7/32	12 9/16	1902	675.536 : 784
1903	12	11 5/8	12 5/8	1903	674.978 : 942
1904	12 7/32	11 57/64	13 35/64	1904	673.739 : 908
1905	15 57/64	13 19/32	18 1/16	1905	669.492 : 000
1906	16 3/64	14 5/8	17 9/16	1906	664.798 : 960

être formulée de la façon suivante: « La capacité d'acquisition de la monnaie est en raison inverse de sa quantité. » Et M. Lyon (1) en arrive même à trouver que c'est uniquement l'accroissement de la circulation de papier monnaie qui détermine l'accentuation de la dépréciation. Cependant un examen plus approfondi du problème ne permet pas d'être aussi affirmatif. D'abord M. Lyon prend pour point de départ l'année 1889 qui est exceptionnelle; d'un autre côté il faut remarquer que de 1870 à 1889 avec une circulation de papier visiblement constante il y eut de fortes oscillations du change. Ainsi de 1872 à 1877, le change baissa graduellement de 25 p. à 24 (sauf en 1875 où il atteignit un maximum de 26 p. 3/8, nous verrons pourquoi tout à l'heure), et cependant la quantité de papier monnaie en circulation resta identique avec même une tendance à la diminution, (185.010.780 milreis en 1872 et 179.347.659 milreis en 1877). Si la corrélation entre la réduction de la circulation et la diminution de la perte au change existait, toujours le change aurait dû monter et cependant il baissait! Il y a donc d'autres facteurs à considérer. M. Milet (2), a même constaté qu'en 1875 la prime de l'or disparut et que le papier se trouva faire prime. Un emprunt de 5.000.000 de livres (125 millions de francs) ayant été

1. « La politique monétaire des Républiques de l'Argentine et du Brésil. » *Questions monétaires contemporaines*. Lyon.

2. A Milet. « D'un aphorisme orthodoxe, mais inexact, de la monnaie. » *Revue d'économie politique*, 1890.

contracté à Londres, le change de 25 d. 78 monta immédiatement à un maximum de 28 d. 36 sous l'influence de l'abondance des traites jetées sur la place de Rio, ce qui détermina l'importation de certaines quantités d'or monnayé. Cette prime, il est vrai, dura fort peu de temps, puisque la baisse du change reprit de telle sorte que, en 1879, il atteignait 21 d. 75. Mais un nouvel emprunt de quatre millions de livres sterling (100 millions de francs) en 1883 réalisé à Londres marqua un temps d'arrêt. Et or en 1885 la baisse s'accrut jusqu'en 1886, la cause n'en pouvait provenir du fait d'une trop forte émission puisque à cette même date (1885) les billets en circulation n'étaient que de 207.861 contos contre 209.625 en 1884!

Deux nouveaux emprunts de 6 millions de livres sterling chacun (300.000.000 de francs), contractés en 1886 et 1888 firent monter le change à 25 p. 25 en 1888 pour atteindre un maximum de 27 p. 75 en 1889 grâce à un nouvel emprunt formidable de 17.213.600 livres sterling (soit 43.043.000.) Comment concilier ces faits avec l'idée d'un rapport constant entre la quantité de monnaie et sa dépréciation ?

M. Nogaro, dans un article intitulé « Contribution à une théorie réaliste de la monnaie », a esquissé une explication du phénomène du change dans laquelle il s'efforce de substituer à des formules abstraites, exactes peut-être dans quelques cas des procédés moins empiriques d'observation.

« Les oscillations du change dans un pays à monnaie

dépréciée, dit-il (1), dépendent non de la quantité de monnaie fiduciaire considérée d'une façon absolue ou même d'un rapport entre cette monnaie et son gage d'or, mais d'un rapport entre le stock d'or ou les traites payables en or mis à la disposition de ceux qui ont à effectuer des paiements à l'étranger et ces paiements eux-mêmes, autrement dit la balance des comptes. Et cette idée repose non pas sur une conception vague comme celle de la vertu, un peu mystérieuse, qu'exerce la quantité de monnaie sur les prix et sur le change, mais sur des actes humains bien déterminés et dont nous saisissons l'enchaînement, le commerçant, le banquier qui doit faire un paiement à l'étranger a une notion très sûre du besoin qu'il éprouve d'avoir de la monnaie d'or ; et ce qui lui importe, ce n'est pas la quantité de la circulation dépréciée — à moins que ce ne soit un indice des engagements du gouvernement et de leur influence sur la balance des comptes — ce n'est probablement pas non plus, comme s'il s'agissait d'un établissement privé la relation entre le montant des émissions et l'encaisse métallique ; mais c'est certainement le rapport entre les paiements à effectuer à l'étranger, autrement dit la balance des comptes, et le stock de monnaie d'or disponible pour les règlements à effectuer : car on conçoit très nettement que ce banquier ou ce commerçant paie une prime plus ou moins forte suivant la difficulté qu'il

1. *Revue d'Economie politique*, octobre 1906. « Contribution à une théorie réaliste de la monnaie. » B. Nogaro.

éprouve à se procurer de l'or et qu'il cesse de la payer lorsque la difficulté elle-même cesse. »

Ce n'est pas à dire que nous contestons absolument que la mauvaise politique financière et monétaire au Brésil n'ait pas contribué pour une large part à la baisse du change, mais cette raison ne doit pas être admise seule et sans contrôle. Les phénomènes du change sont en effet des phénomènes trop psychologiques pour qu'il soit possible de les expliquer d'une façon absolue et systématique par l'idée d'un rapport bien déterminé entre la quantité de la monnaie dépréciée et les fluctuations de la prime sur l'or.

Il y a donc d'autres facteurs à considérer : parmi ceux qui ont influé sur la baisse du change brésilien ; la spéculation à terme et la baisse des prix du café ont joué un rôle prépondérant.

La spéculation s'exerce par l'intermédiaire des banques et surtout des banques anglaises, car il se fait au Brésil de nombreuses opérations d'achat et de vente à terme de papier sur Londres, grand marché des fonds nationaux de cet État. Les exportateurs, qui détiennent dans leurs mains la valeur de la production indigène, cherchent naturellement à obtenir avec ces traites en or dont ils disposent ensuite sur l'étranger la plus grande somme possible de monnaie nationale. Au pair du change brésilien de 27, un franc d'or vaut 353 reis ; ce pair existait en 1889, mais en 1890 la valeur moyenne du franc était de 444 reis, de 645 reis en 1891.

de 800 reis en 1892, de 883 en 1893, de 952 reis en 1894 et 1895, de 1 milreis 052 en 1896 de 1 milreis 176 reis en 1897, enfin de 1 milreis 335 reis en 1898.

Années	Change moyen	Valeur du	
		Milreis en francs	Franc en milreis
1889	27.75	2.92	0.354
1890	22.50	2.25	0.444
1891	14.80	1.55	0.645
1892	12.05	1.25	0.800
1893	11.59	1.20	0.833
1894	10.09	1.05	0.952
1895	9.92	1.05	0.952
1896	9.06	0.95	1.052
1897	7.71	0.85	1.176
1898	7.19	0.75	1.335

Avec une telle baisse l'exportateur est naturellement poussé à réaliser aussi vite que possible sur les marchés extérieurs les marchandises achetées en milreis ; hâte d'ailleurs de nature à diminuer quelque peu la valeur des produits exportés. Mais cette dépréciation est peu de chose comparée au bénéfice qui consiste à ne revendre que plus tard et avec de plus grandes chances de baisse les traites en or dont il peut disposer. L'exportateur préfère attendre l'échéance des traites, ou tout au moins ne les vendre aux banques que par suite d'un besoin pressant de monnaie brésilienne, car plus le change baisse, plus pour une somme d'or égale il

obtiendra de milreis. Ces opérations sur le change n'ont rien que de normal jusqu'ici ; la situation se modifie avec l'intervention de la spéculation, c'est-à-dire des acheteurs et vendeurs fictifs du change, spéculation qui s'exerce, disons-nous, par l'intermédiaire des banques. Ces banques sont des acheteurs permanents de traites ; elles emploient en grande partie à ces opérations les sommes qui leur proviennent des dépôts effectués à leur caisse à vue. Mais redoutant les risques, et en cela d'une prudence extrême, elles les revendent avec bénéfice aux spéculateurs ou acheteurs à terme ; elles ne courent aucun danger car elles n'achètent et ne vendent qu'au comptant ; les demandes du terme se trouvent ainsi avoir leurs contre-parties dans les offres au comptant. Et de même que les exportateurs, créateurs de traites payables en or, ne vendent ces traites que lorsqu'ils ont besoin absolument de monnaie brésilienne, et les vendent au comptant pour bénéficier de la baisse constante du change, de même « Ces banques, dit la *Gazeta de Noticias*, achètent toutes les traites qu'elles trouvent et les revendent elles aussi avec un bénéfice d'autant plus grand que la hausse du milreis est prononcée. Mais le spéculateur, ne pouvant acheter la traite contre du numéraire, donne à la banque une marge qui assure l'effectivité de sa transaction dans le délai stipulé et, de cette transaction initiale qui, au début, distrait du marché une certaine somme d'or, résulte une série de transactions où la somme primitive qui, en définitive, sera la seule à

réaliser effectivement, se trouve multipliée un grand nombre de fois, créant ainsi autant de nécessités artificielles qu'il y a de personnes intéressées dans l'affaire. De là naissent les plus détestables expédients, les bruits alarmistes pour faire baisser le change et créer une marge de bénéfices. »

Ces achats des spéculateurs ont pour effets de retirer du marché monétaire une certaine quantité de traites, d'immobiliser ainsi l'or qu'elles représentent et d'en faire baisser le prix ; sans doute, ces traites sont destinées à reparaitre sur le marché puisqu'elles seront revendues, mais leur retour peut être longtemps différé si l'acheteur, sous forme de report ou de rachat renouvelle son opération à terme.

La spéculation amène la spéculation. Plus cette politique d'achat d'or réussit, plus elle a de partisans et plus par conséquent le cours du milreis baisse. Car si les demandes de la spéculation peuvent être indéfinies, la quantité de traites tirées sur l'étranger est limitée à la valeur en or des marchandises exportées ; ce papier est lui-même une marchandise pour laquelle il faudra donner d'autant plus de milreis que les acheteurs en seront plus nombreux. Il en résulte une tendance irrésistible dans le sens de la baisse progressive du change, tendance d'autant plus violente qu'elle est encore activée par ces bruits alarmistes, ces nouvelles tendancieuses, ces rumeurs qui ont toujours tant d'influence sur les milieux financiers. Enfin le monde de la spéculation

n'ignore pas les énormes besoins d'un Trésor fédéral toujours embarrassé tenu d'acheter de grandes quantités de change chaque année, pour tenir ses engagements à l'extérieur et payer les arrérages de sa dette ; la spéculation en profite d'autant plus qu'elle bénéficie de l'inexpérience des agents du Trésor, sur tout ce qui touche les questions de change.

Le remède à un tel état de chose serait, suivant M. Théry (1), de supprimer les spéculations ; une telle chose serait-elle possible ; les marchés à termes n'ont-ils pas prouvé victorieusement leur nécessité d'existence, puisque dans certains pays tels que l'Allemagne on a dû les rétablir ? La spéculation d'ailleurs ne pourrait-elle pas devenir elle-même un élément de prospérité et de hausse pour le change si les circonstances ambiantes venaient à se modifier, et si la politique monétaire et financière de l'Etat brésilien se transformait et redevenait normale, en rendant confiance au monde des affaires. La crise des changes a été favorable aux Brésiliens : en provoquant l'exportation de leurs produits et en paralysant l'importation des marchandises étrangères, elle a largement contribué au développement des industries locales. Par contre elle a été ruineuse pour les finances de la République qui se trouvaient déjà en mauvaise posture en 1898. Les dépenses en or du Gouvernement fédéral s'élevaient en bloc à cette date à cent millions de

1. Théry. *Les Finances et le change au Brésil*, 1898.

francs par an — dettes extérieures et intérieures, garanties et intérêts, payables en or aux compagnies étrangères des chemins de fer, emprunt de l'Ouest de Minas, dépenses diplomatiques — et ces cent millions représentaient pour le Trésor national une charge d'autant plus lourde que le change était plus défavorable. Avec un change de 27 pence, ils valaient 35.335 contos ; 52.910 contos avec un change de 18 pence ; 79.365 contos avec un change de 12 pence ; 95.238 contos avec un change de 10 ; 119.047 contos avec un change de 8 pence ; et enfin 148.556 contos avec le change moyen de 1898, 7 d. 25.

Le Gouvernement en effet recevait, d'une part, le paiement de ses impôts en monnaie de papier, et ceux-ci étaient calculés d'après la valeur du milreis or, tandis qu'il devait régler toutes ses dépenses intérieures en se conformant au prix plus élevé résultant de la dépréciation de la monnaie nationale. D'autre part, il devait se procurer de l'or pour régler ses dépenses à l'étranger et cet or il ne l'acquerrait qu'avec une extrême difficulté à cause de sa balance des comptes défavorable, le rapport entre ses paiements à effectuer au dehors, et le stock de monnaie d'or n'étant pas constant.

Mais grâce au Funding Loan le Gouvernement put sortir de ce mauvais pas. Le 15 juin de la même année fut conclu à Londres avec les banquiers Rodschild et fils l'accord dit : « du Funding loan », d'après lequel les intérêts de la dette extérieure au Brésil, de la

dette intérieure 4 1/2 or 1879, et des garanties de chemins de fer, étaient suspendues du 31 juillet 1898 au 30 juin 1901. En échange de leurs coupons non payés en argent, les porteurs devaient recevoir des titres ou Frindings bonds, à intérêts de 5 o/o émis graduellement pour ces paiements pendant la durée de l'accord jusqu'à concurrence de 10 millions de livres sterling et garantis par les revenus de la douane. L'amortissement de la dette extérieure fut en outre suspendu jusqu'au 30 juin 1911. Au 1^{er} janvier 1899 et au fur et à mesure de l'émission de titres de consolidation, le Gouvernement devait déposer dans les caisses de trois banques de Rio, réunies en trusts, l'équivalent desdits titres en papier monnaie au change de 18 d. et le papier monnaie équivalent aux titres émis du 1^{er} juillet au 31 décembre 1898 devait même être déposé pendant une période de trois ans à partir du 1^{er} janvier 1899. Ce papier monnaie devait, ou être détruit, ou, quand le change serait favorable, appliqué à l'achat de traites sur Londres en faveur des Rodschild.

Le résultat d'un tel accord ne se fit pas longtemps attendre, et de 5 d. 5/8 le change s'élevait à un taux moyen de 12 d. de 1900 à 1904. En même temps le Gouvernement prenait la responsabilité de tout le papier monnaie, et rachetait les émissions des banques qui montaient à la somme de 340. 714. 270 milreis

La confiance renaissait avec des mesures énergiques prises, et le change remontait.

Il suffit, en effet, que la croyance s'établisse que le Gouvernement fait des efforts soutenus et bien conçus, en vue d'améliorer une monnaie dépréciée, pour que celle-ci s'améliore effectivement. Du 1^{er} septembre 1898 au 31 mai 1903, le Gouvernement a brûlé au papier monnaie pour une valeur nominale de 113.018.619 milreis. Cette forte restriction de la circulation monétaire ne doit pas toutefois complètement laisser passer inaperçu le fait intéressant, que le Funding Loan avait déchargé le Gouvernement du paiement des coupons à l'extérieur et par conséquent diminué d'autant les sommes d'or dont le Gouvernement pouvait avoir besoin.

Il nous reste encore un facteur de baisse à examiner, c'est, avons-nous dit, la baisse des prix du café ; au dire de certains journaux anglais même, elle serait la cause unique de la baisse du change brésilien ! Dans un rapport officiel du ministre des Finances établissant la valeur de la propriété territoriale au Brésil en 1897, on remarque que la moyenne annuelle de l'exportation était fixée à 6 millions de sacs de 60 kilos. Cette moyenne de 360 millions de kilos nous servira de base pour calculer ce que la baisse du café combinée avec celle du change a fait perdre aux planteurs depuis 1894. D'après une statistique établie par le *Jornal do Commercio*, on constate que les prix extrêmes du kilo de café à Santos ont été de 1.700 reis et 1.080 reis en 1894, soit, en moyenne, 1 fr. 50 en or, avec un change moyen annuel de 10 pence 09 par milreis.

Les 360 millions de kilos de café exportés représentaient alors 540.000.000 de francs d'or.

En 1895, les prix extrêmes du kilo. de café ont été de 1.680 reis et 1.320 reis, soit en moyenne 1 fr. 57 en or avec un change de 9,92. La valeur du café exporté atteignait ainsi 576.000.000 francs en or.

En 1896, les prix extrêmes du café s'établissent à 1.550 reis et 970 reis, et le change moyen tombe à 9,06. Le kilo de café ne vaut plus que 1 fr. 20 en or, et la valeur de l'exportation 432 millions.

En 1897, les prix extrêmes du café s'abaissent à 1220 reis et 950 reis, et le change moyen à 7 p. 71 ; le kilo de café ne représente plus que 0 fr. 80 en or et l'exportation totale 288 millions.

En 1898, les prix extrêmes du café ont été de 900 reis et de 760 reis, avec un change moyen de 7,19 ce qui mettait la valeur du kilo de café à 0 fr. 60 en or et l'exportation totale à 216 millions.

Ainsi l'année 1897 se présentait avec un déficit de 288 millions par rapport à 1895, malgré une augmentation d'exportation de 30 millions.

Cette perte évidemment très sérieuse n'est pas la cause unique de la baisse du change ; les autres facteurs que nous avons examinés y ont contribué pour une large part eux aussi ; toutefois il est indéniable que cet objet d'exportation le café doit avoir pour le budget fédéral une importance toute spéciale, puisque parmi les marchandises de grande valeur, exportées en 1904-1905, le café

sur un total de 350.490.076 milreis or en 1904 et de 296.827.679 milreis or en 1905, entre pour 177 millions 480.617 milreis or en 1904 et pour 199.404.576 milreis en 1905 (1).

M. Prudente de Moraes, président de la République, le constatait dans son message en 1898 en disant : « La baisse continue et progressive du prix du café a contribué fortement à priver le marché de valeurs réelles applicables aux paiements extérieurs augmentant la différence entre l'évaluation de notre monnaie et celle de l'or. »

1. Dr Viera Souto, *op. cit.*

CHAPITRE II

Le Commerce du Café et le Brésil **Part du Brésil dans la production. Consommation** **Influence du Cours du Change sur le Café** **et du Cours du Café sur le Change**

Le café, en effet, est la base fondamentale de la richesse du Brésil. Importé de Cayenne à Para en 1723 par le major Palheta, le café n'a commencé à prospérer au Brésil que lorsque le décret du 4 mai 1761 eut favorisé la culture en supprimant les droits d'exportation.

En 1770 il fut importé au Maranhão puis à Rio de Janeiro par Jean Castello Branco, né à Para, chancelier à la Cour de Rio. Ce dernier apporta quelques pieds qui furent cultivés dans les jardins des Capucins et dans la maison de campagne de l'Anglais Hoppmann à Mataporcos. Ces pieds fournirent la graine des premiers essais de plantation faits à Resende et à São Gonsalo, d'où la culture se propagea dans tous les districts de la Serra do

Mar de la province de Rio, puis dans les provinces de Saô Paulo, de Minas Géraes et de Bahia.

Les caféiers qui exigent une température toujours supérieure à 10 degrés, sans chaleur trop forte ou trop prolongée, ni humidité trop excessive, ont été la plupart du temps plantés sur l'emplacement d'anciennes forêts vierges abattues ou brûlées. Les grains plantés sont élevés en pépinières, puis repiqués et quand les arbrisseaux atteignent une certaine hauteur on les taille. Ils ne portent de fruit que la quatrième année, et pendant trente ou quarante ans dans les terres fraîches et profondes, douze, quinze ans seulement sur les côteaux où le sol est léger et mal irrigué. Un caféier en plein rapport produit de 2 à 5 kilos de cerises au moment de la cueillette qui a lieu en juillet et en août.

Le Brésil n'a commencé à prendre de l'importance comme producteur de café que vers 1815. En 1800 l'exportation annuelle de Rio ne dépassait pas deux sacs ! Actuellement le Brésil occupe la première place sur le marché mondial. Mais c'est dans la province de Saô Paulo que la culture caféière a fait le plus de progrès, et les cafés qui en proviennent se nomment Santos du nom de leur port d'expédition. L'Etat de Saint-Paul produit à peu près la moitié du café du monde (le Brésil en produisant les trois quarts).

Le café est devenu au dire de certains députés brésiliens une denrée de première nécessité, et la consommation du café dans le monde n'a cessé de s'accroître

avec une singulière régularité, en dépit des fluctuations de prix parfois considérables et brusques. Ainsi en 1880, d'après le rapporteur de la loi de valorisation, M. David Campista, ministre des Finances, la consommation était de 7.650.000 sacs ; en 1885 elle passe à 10.160.000 pour atteindre dans sa marche ascendante et sûre 14.250.000 sacs en 1900, 15.590.000 en 1904 et 17.508.000 en 1906-1907. En tête des pays consommateurs viennent les Etats-Unis et l'Allemagne, deux pays où le bien-être et la population ont augmenté beaucoup depuis quinze ans.

De 4.535.000 sacs en 1898, les Etats-Unis arrivent à 6.730.000 sacs en 1901 et à 7.040.000 sacs en 1906, suivant ainsi une progression arithmétique constante ; l'Allemagne, de 2.165.000 sacs en 1896, atteint 3 millions 850.000 sacs en 1906 : la marche y est considérablement plus lente.

La part de la France ressortait seulement en 1897 à 1.290.000 sacs. Mais les quantités de café importées en France ont continuellement progressé de 1895 à 1905.

De 1.205.000 sacs en 1895, l'importation passe à 1.430.000 sacs en 1902 et à 1.860.000 sacs en 1903. En 1904, un affaissement eut lieu, 1.270.000 sacs, pour remonter à 1.615.000 sacs en 1906. Bien que la France achète beaucoup de café, et possède un des plus grands marchés du monde : Le Havre, ce n'est pas elle qui consomme le plus. La France ne demande que 2 kgr. 20 par tête habitant, précédée de peu par l'Allemagne qui consomme 3 kilogs par an. La Hollande, en revanche con-

somme par tête 7 kgr. 50 par an. La Suède, la Norvège, la Belgique et le Danemark viennent ensuite, avec 4 kgr. 95 en moyenne par habitant.

Consommation et stocks visibles du café dans le monde depuis 1850 (1)

Années	Consommation (en sacs)	Stocks au 30 juin (en sacs)
1850-1860	4.825.000	—
1860-1870	5.950.000	—
1870-1880	7.650.000	—
1880-1885	10.100.000	5.265.000
1885-1886	10.930.000	4.005.000
1886-1887	10.340.000	4.130.000
1887-1888	8.580.000	2.475.000
1888-1889	9.850.000	3.640.000
1889-1890	9.625.000	2.435.000
1890-1891	9.815.000	1.905.000
1891-1892	10.855.000	2.990.000
1892-1893	11.100.000	3.165.000
1893-1894	10.400.000	2.165.000
1894-1895	10.870.000	3.060.000
1895-1896	10.965.000	2.490.000
1896-1897	12.430.000	3.975.000
1897-1898	14.580.000	5.445.000
1898-1899	12.995.000	6.175.000
1899-1900	14.250.000	5.730.000
1900-1901	13.905.000	6.835.000
1901-1902	15.320.000	11.305.000
1902-1903	16.095.000	11.875.000
1903-1904	15.590.000	12.275.000
1904-1905	15.505.000	11.215.000
1905-1906	16.106.000	9.702.000
1906-1909	17.108.000	16.380.000

Malgré son développement toujours croissant la consommation n'atteint pas la production. Et même, depuis cinq années, l'excédent moyen annuel est d'environ 1.666.700 sacs, sans compter les stocks visibles qui

1. Diario official Estados Unidos do Brazil 22 de julho 1906.

ont augmenté de près de 6.000.000 de sacs ; soit de 6 à 12 millions de sacs ; la production de la campagne 1906-1907 à elle seule dépasse la consommation de 6.678.000 sacs !

La production totale du café s'est en effet considérablement accrue ; de 4.895.000 sacs en 1850-1860, elle s'est élevée à 10.605.000 sacs en 1880, pour en 1900-1902 atteindre 19.790.000 sacs ; 16.665.000 en 1902-1903 ; 15.590.000 en 1903-1904 ; 14.445.000 en 1904-1905 ; et 23.786.000 en 1906-1907.

Le Brésil entre pour une part très importante dans cette production : de 2.550.000 sacs en 1850, il a passé à 5.940.000 sacs en 1880-1885 ; 7.695.000 sacs en 1891-1892 ; pour atteindre 16.145.000 sacs en 1901-1902, alors que l'Asie qui donnait 1.840.000 sacs en 1860 et 2.515.000 sacs en 1875-1880 a vu depuis sa production décroître, jusqu'à 820.000 sacs en 1901-1902. Les Antilles, l'Amérique Centrale, Cuba, etc. ont passé de 505.000 sacs en 1850 à 1.410.000 en 1870-1880, puis à 3.110.000 en 1894-1895, mais ils ne donnent plus que 2.825.000 en 1901-1902.

Alors que la consommation poursuivait lentement sa marche ascendante, la production du Brésil depuis 1900-1901 est passée du simple au double. Dans les autres pays, au contraire, la production diminue ; quelle est la raison de ce double phénomène ? Augmentation de la production d'un côté, diminution de l'autre. C'est ici

Production mondiale depuis 1850 (milliers de sacs) (1)

Campagnes du 1 ^{er} juillet au 30 juin	Brésil			Asie, Indes néerlan- daïses, Indes an- glaises, Ceylas, Manille, Arabie et Afrique	Améri- que cen- trale, Colom- bie, Guyanne et Antilles	Produc- tion totale
	Total Rio et Santos	Bahia et Victoria	Totaux Brésil			
1850-1860	2.500	50	2.550	1.840	505	4.895
1860-1870	2.835	95	2.990	2.320	720	5.970
1870-1880	3.675	110	3.785	2.515	1.410	7.710
1880-1885	5.820	120	5.940	2.500	2.165	10.605
1885-1886	5.535	235	5.770	1.610	2.290	9.670
1886-1887	6.130	190	6.320	1.881	2.265	10.465
1887-1888	3.010	155	3.165	1.160	1.600	6.925
1888-1889	6.795	190	6.925	1.590	2.500	11.015
1889-1890	4.220	185	4.445	1.655	2.360	8.420
1890-1891	5.310	215	5.525	950	2.810	9.285
1891-1892	7.975	320	7.695	1.415	2.830	11.940
1892-1893	6.195	340	6.535	1.635	3.105	11.275
1893-1894	4.310	730	5.040	1.040	3.320	9.400
1894-1895	6.695	540	7.235	1.420	3.110	11.765
1895-1896	5.490	515	6.005	1.355	3.035	10.395
1896-1897	8.680	635	9.315	1.380	3.280	13.915
1897-1898	10.460	750	11.210	1.285	3.555	16.050
1898-1899	8.770	550	9.320	1.085	3.320	13.725
1899-1900	8.970	465	9.425	1.155	3.225	13.825
1900-1901	10.900	385	11.285	955	2.830	15.070
1901-1902	15.495	650	16.145	820	2.825	19.790
1902-1903	12.325	620	12.945	990	2.730	16.665
1903-1904	10.415	685	11.100	1.020	3.870	15.990
1904-1905	9.965	555	10.520	901	3.024	14.445
1905-1906	10.600	617	11.217	3.948		15.765
1906-1907	19.626	564	20.190	3.596		23.786

1. Diario official Estados Unidos do Brazil, 22 de julho 1906.

qu'il faut faire intervenir l'influence des prix du café dans les pays consommateurs (1).

D'après M. Laneuville (2), de 1850 à 1890 les prix du good average santos au Havre ont oscillé entre 40 et 150 francs par 50 kilos valeur en entrepôt. Ils descendirent très rarement au-dessous de 50 francs et même de 60 francs, ils restèrent souvent au-dessous de 100 francs ; les récoltes étaient très irrégulières et l'équilibre entre la production et la consommation presque constant. De 1887 à 1896, les prix se maintinrent aux environs de 100 francs en moyenne, mais à partir de 1896-1897, les récoltes du Brésil augmentèrent de près du double, et l'abondance du produit amena la chute des prix qui tombèrent au Havre à 31 francs à fin 1899.

De 1899 à 1906-1907 la moyenne est au-dessous de 40 francs ; les prix extrêmes étant de 21 1/2 et 56 francs.

Ces chiffres, rapprochés de ceux indiqués plus haut, montrent la parfaite concordance qui existe toujours entre les prix et la quantité de marchandise offerte ; l'offre est-elle égale à la demande, les prix sont hauts et rémunérateurs ; l'offre augmente-t-elle, l'équilibre se détruit.

La période comprise entre 1870 et 1896, période durant laquelle les planteurs furent largement rémunérés, se

1. Le prix du marché du Havre pour le good average santos qualité moyenne au café produit dans l'Etat de São Paulo servira de base de prix.

2. *Journal des Economistes*, 15 octobre 1902.

répartit de la façon suivante : de 1870 à 1880 dix années de parfait équilibre entre la production et la consommation avec des prix élevés (90 francs en moyenne au Havre) De 1880 à 1885, cinq années de surproduction avec des bas prix (58 francs). De 1885 à 1890 cinq années avec recul dans la production et hauts prix (82 francs) et enfin de 1890 à 1896, six années d'équilibre entre la production et la consommation toutes deux augmentant avec hauts prix (95 francs en moyenne).

Le résultat de cette dernière période fut l'établissement de nouvelles plantations ; d'où augmentation de la production et baisse des prix, baisse qui se manifesta dès 1896-1897.

Il est impossible en effet que la production se développe d'une façon continue au delà des limites de la consommation : la baisse du prix de revient contraint bien vite le planteur à restreindre la culture. Le mouvement rétrograde commença par l'Asie (Java, Ceylan, Indes Néerlandaises, etc.). Dès 1897-1898, nous l'avons vu, la diminution de la production prit des proportions assez fortes et passa brusquement en 1899-1900 de 1.155.000 sacs à 955.000 en 1900-1901. La maladie et surtout la cherté de la culture comparée aux prix de revient sont les seules causes de ce phénomène. Suivant M. Miguel Calmon (1), pour les Indes Néerlandaises en particulier, le ralentissement de la production provient de l'interdiction par le Gouvernement des « corvées » qui permettaient

1. *Diario Official*, 21 de julho 1906.

une culture à meilleur compte, et des ravages de l'*Hemelia vastatrix*. L'île de Ceylan, qui a elle aussi subi les atteintes de ce fléau, a même remplacé les plants de caféier par du thé.

Dans l'Amérique Centrale Espagnole la culture du café tend aussi de plus en plus à baisser.

M. le Dr Augusto Rames, chargé d'une enquête dans ces pays par le Gouvernement Brésilien, explique cela, en raison de la nature de ces régions montagneuses, d'accès très difficile, dépourvues de moyens de transport, où la main-d'œuvre est excessivement coûteuse, et la maturité des fruits inégale (1).

Pour l'Amérique Centrale, la production pour les années 1904-1905, 1905-1906 et 1906-1907, serait respectivement de 3.024.000, 2.828.000 et 2 millions 950.000 sacs (2).

Mais s'il apparaît que ces conditions défavorables au développement du café ont eu une influence sur la culture de cette plante dans ces divers pays, elles ne jouèrent aucun rôle au Brésil où la production ne cessa d'augmenter : non pas que les prix satisfissent les planteurs.

Il paraît, au contraire, si l'on en croit les plaintes for-

1. *A Industria Cafeeira na America Hespanhola. Relatório apresentado ao Sr. Secretario da Agricultura pelo Dr Augusto Ramos.*

2. *Diário official*, 21 de julho 1906.

mulées dans les journaux par les agriculteurs, que la situation des « fazendeiros » est plutôt désastreuse !

La forte production ne serait due qu'à l'énorme étendue des exploitations. Comment en serait-il autrement, dit M. de Laneuville (1), lorsque nous constatons que, jusqu'en 1896, le Brésil réalisait avec une récolte totale de 6 millions de sacs en moyenne, de 60 kilogrammes ou 3.600.000 quintaux près de 7.000.000 de francs annuellement, et que de 1897 à 1901 avec des exportations moyennes de 10.000.000 de sacs ou 6.000.000 de quintaux, il n'a réalisé que 400.000.000 à 450.000.000 de francs. Pendant la campagne de 1901-1902, le Brésil a exporté 16.145.000 sacs ou de deux fois et demie autant qu'en 1890 à 1895, et il n'a réalisé environ que la même somme, soit 700.000.000 de francs.

« Il faut certes admettre que la culture du café rapportait beaucoup avant 1896, les prix étant élevés, et qu'avec le perfectionnement des machines pour la préparation du café et une culture plus scientifique, le coût de la production a été abaissé, mais certainement pas à un point tel que le producteur puisse, dans l'espace de quelques années, donner trois fois autant de marchandises pour le même prix. » Et quel prix ? A peine 40 francs par 50 kilogrammes.

Il est indéniable que les prix moyens de 30 à 35 francs

1. Rapport. Le café et le change brésilien. M. Laneuville, 1902.

ne peuvent rembourser le planteur de ses frais. M. Ferreira Ramos, commissaire général au Gouvernement de São Paulo du Brésil, a, dans une brochure intitulée : *La valorisation du café au Brésil*, étudié qu'il faut, pour que la culture de cette denrée soit rémunératrice, que les prix ne descendent jamais au-dessous de 66 francs par 50 kilogrammes. Suivant lui, en effet, 50 kilogrammes de café sont produits par 70 arbres environ. Si l'on considère que chaque arbre représente un capital moyen de 4 francs, le capital nécessaire pour produire un million de sacs de café de 60 kilogrammes chacun n'est pas inférieur à 336.000.000 de francs. Cinquante kilogrammes de café sont donc le produit d'un capital égal à la valeur de 70 arbres, soit 280 francs. En admettant pour ce capital un intérêt de 5 o/o, et un amortissement de 1 o/o, on arrive approximativement à 16 francs comme rémunération raisonnable que ce capital devrait rapporter au planteur. De plus au change actuel (15 d.), les frais de production (culture, cueillette, préparation, etc.) de 50 kilogrammes de café s'élèvent à 36 francs environ ; si à ce total on ajoute une somme de 14 francs pour les autres frais (droits de sortie du Brésil, transport, assurance, magasinage, commissions, etc.) nous arrivons au chiffre de 50 francs pour le prix de revient de 50 kilogrammes de café, rendus au marché consommateur. En ajoutant à ce prix l'intérêt du capital et l'amortissement, évalués plus haut à 16 francs, nous trouvons que 50 kilogrammes de café reviennent à 66 francs

lorsqu'ils sont vendus sur les marchés européens. Ainsi donc, ce prix de 66 francs suffirait à faire vivre le planteur. Mais nous avons vu que depuis 1897, les prix se sont maintenus à un taux notablement inférieur, 21 1/2 à 56 francs, prix extrêmes, et cependant le Brésil continuait à produire. La raison de ce développement constant et toujours plus fort de la culture caféière tient à la situation financière, à l'instabilité de son instrument d'échange. Ce fut la baisse du milreis survenue après 1890, qui occasionna tout le mal. En effet, les exportateurs, planteurs et éleveurs, nous l'avons vu, voient avec satisfaction l'accroissement continu de l'agio sur l'or, qui leur permet d'obtenir en échange de leurs traites sur l'étranger, valant de l'or, une plus forte quantité de papier monnaie à l'aide duquel ils s'acquittent de leurs frais de production.

Et la baisse du change survenue en 1890 fut particulièrement bien accueillie.

Les producteurs de café réalisèrent dès le début des bénéfices considérables. Mais à partir du jour où la valeur du milreis augmenta, ces producteurs virent aussitôt diminuer les bénéfices qui provenaient de la prime sur l'or, et rien ne vint plus atténuer les maux qui découlent de la monoculture et de la surproduction.

Recettes de café Rio et Santos

Campagne	Quintaux métriques	Années	Change moyen annuel
1889-1890	253.200	1889	27.75
1890-1891	318.600	1890	22.56
1891-1892	442.500	1891	14.80
1892-1893	371.700	1892	12.03
1893-1894	258.600	1893	11.59
1894-1895	401.700	1894	10.09
1895-1896	329.400	1895	9.92
1896-1897	520.800	1896	9.06
1897-1898	627.600	1897	7.71
1898-1899	526.200	1898	7.25
1899-1900	538.200	1899	7.43
1900-1901	677.100	1900	9.50
1901-1902	929.700	1901	11.36
1902-1903	739.500	1902	11.96
1903-1904	629.900	1903	12
1904-1905	597.900	1904	12.21
1905-1906	613.620	1905	15.89
1906-1907	11.775.600	1906	16.04

Voici la preuve que le développement de la production brésilienne à partir de la campagne 1896-1897 semble être la conséquence de la baisse du milreis survenue après 1890.

En 1889, alors que le change brésilien valait plus que son pair théorique, soit 27 fr. 75, le quintal métrique de santos (good average) se vendait sur le marché du Havre à 190 francs au plus haut prix et à 136 francs au plus bas prix, soit un prix moyen de 170 francs non compris le droit de douane française. En relevant les mêmes prix

pour toutes les années de la période 1899-1907, on obtient ce tableau.

*Prix du quintal de café de Santos sur le marché
du Havre de 1889 à 1907*

Campagnes du 1 ^{er} juillet au 3 juin	En francs		Prix moyen annuel
	Plus bas	Plus haut	
1889-1890	136	190	170
1890-1891	163	220	180
1891-1892	131	170	146
1892-1893	136	178	158
1893-1894	158	176	170
1894-1895	126	167	157
1895-1896	118	160	145
1896-1897	71	117	96
1897-1898	55	80	65
1898-1899	55	67	60
1899-1900	52	80	65
1900-1901	59	99	78
1901-1902	55	82	63
1902-1903	50	65	57
1903-1904	49	82,9	64
1904-1905	68	84	75
1905-1906	73	82	78
1906-1907	69	83	89

Si nous supposons avec M. Théry (1) que les frais d'assurance, de transport, d'entrepôt, de commerce et de courtage représentent 20 o/o du prix de vente au Havre, on peut admettre que chaque quintal de café, vendu sur ce marché, procurait en 1889 environ 136 francs net.

1. Théry. *Projet de Réforme monétaire et de Création d'une Bourse d'émission au Brésil*, 1906.

En 1889 le cours moyen du change brésilien était de 27 fr. 75, soit 2 fr. 9137. Donc les 136 francs, après leur conversion en monnaie brésilienne, valaient au Brésil :

$$\frac{136}{2,9137} = 46 \text{ milreis } 67.$$

En opérant de même pour chacune des années observées, nous trouvons les résultats suivants :

*Prix moyen annuel d'un quintal de café de Santos
au Havre et conversion de ce prix en milreis*

Campagnes	Prix moyen au Havre	Prix à recevoir au Brésil	Taux moyen du change	Valeur du quintal en Milreis
1889-1890	170	136	27,75	46,67
1890-1891	180	144	22,56	60,82
1891-1892	146	118	14,80	75,93
1892-1893	158	127	12,03	100,53
1893-1894	176	136	11,59	111,76
1894-1895	157	126	10,09	118,94
1895-1896	145	116	9,92	111,33
1896-1897	96	76,80	9,06	80,73
1897-1898	65	52	7,71	64,23
1898-1899	60	48	7,19	62 »
1899-1900	65	52	7,43	66,74
1900-1901	78	62,40	9,50	62,55
1901-1902	63	50,40	11,36	42,25
1902-1903	57	45,60	11,96	36,30
1903-1904	64	51,20	12	39,70
1904-1905	75	60	12,21	46,80
1905-1906	78	62,40	15,89	37,39
1906-1907	69	55,20	16,04	32,79

Ce tableau nous indique que sauf durant la campagne 1890-1891, période où, grâce à la mauvaise récolte, le prix

moyen est monté à 180 francs le quintal au Havre, ce prix moyen est resté presque stationnaire jusqu'en 1893-1896. L'offre suffisait à peine à la demande et les planteurs brésiliens étaient largement rémunérés. En effet, durant cette période de six ans le prix du même quintal a constamment progressé dans sa conversion en milreis, par suite de la baisse du change brésilien. Et les deux années 1889 et 1894 sont très intéressantes à signaler ; bien qu'ayant enregistré le même prix moyen au Havre, les 136 francs, importés au Brésil, rapportaient 46 milreis 67 en 1889 et 111 milreis 76 en 1894.

Sous l'influence de ce phénomène, la hausse des prix de tous les autres produits et salaires du Brésil ne s'opérant pas immédiatement, les planteurs réalisèrent des bénéfices considérables et les plantations se dévelopèrent. « Les Brésiliens crurent qu'ils pouvaient fournir tout le café dont le monde avait besoin, réaliser des bénéfices grâce à la baisse du change, et forcer les autres pays à abandonner la culture de cette denrée. »

Mais en 1897, l'influence de la baisse du milreis commença à se faire sentir à l'intérieur du pays, et la campagne de 1896-1897 ouvrit la période des grandes récoltes. Quoique le change fût descendu à 9,06 les prix étaient tombés au Havre à 96 francs en 1896-1897 et à 65 francs en 1897-1898 ; ceux de Rio n'étaient plus que 80 milreis 73 en 1896-1897 et 64 milreis 23 en 1897-1898. L'équilibre était rompu entre la production et la consom-

mation, par suite de la surabondance de l'offre ; en même temps les prix des produits, dont pouvaient avoir besoins les planteurs, doubleraient et tripleraient même. Dans ces conditions la situation de la plupart d'entre eux devint excessivement précaire, et si la production totale ne s'en est pas ressentie, c'est que chaque année de jeunes caféiers commencent à produire, et que le Brésil par son climat est tellement favorable à la culture de cette plante qu'elle poussait et produisait malgré tout.

Enfin, à cette cause de baisse de prix véritablement naturelle, résultant de la surproduction, vient s'ajouter une autre cause purement artificielle, la spéculation qui, profitant du bas taux du change, vint soustraire le produit à la loi de l'offre et de la demande, régulatrice des marchés et des prix. « Certes, dit le député Serzedello Corrêa (1), on ne peut condamner la spéculation, elle est presque toujours un bien, quand elle s'exerce dans les limites de la concurrence, qui permet, suivant les convenances du moment, que s'établissent naturellement les tendances à la hausse ou à la baisse, l'une corrigeant l'autre ; ce phénomène se produit parfaitement, quand la spéculation a lieu dans les pays à monnaie saine et à cours universel, mais dans un pays à monnaie inconvertible comme le nôtre, où les émissions successives ont déprécié cette monnaie, la spéculation s'est convertie lentement en un véritable monopole, qui écrase

1. *Diario official*, 22 juillet 1906.

l'agriculteur privé de ressources et sans moyens pour en obtenir, abattu qu'il est par les exigences de paiements forcés. Aussi pressé de vendre, accepte-t-il les prix offerts par le spéculateur ou l'exportateur, qui soi-disant en possession d'un stock considérable à cause de la surproduction, n'est pas pressé d'acheter, et lui offre un prix dérisoire. En possession de ce café acheté au planteur et payé en milreis, le spéculateur s'empresse de le réaliser le plus rapidement possible en or de façon à bénéficier de la baisse du change, d'où répercussion sur le prix et subsidiairement sur le taux du change. » Ces opérations sont d'ailleurs facilitées par le manque d'entente entre les producteurs et l'absence d'organisation sérieuse du marché intérieur ; c'est ce que constate le député Paulino de Souza quand il déclare « que le principal symptôme de la crise des cafés réside dans la différence extraordinaire qui existe entre le prix primitif, auquel est acheté le café au fazendeiro, et le prix auquel il est vendu à l'étranger ; il faudrait, ajoute-t-il, organiser l'offre faite aux négociants en gros, comme ceux-ci le font, par rapport au détaillant ».

La hausse qui se produisit au début de la campagne 1900-1901, où le prix moyen du quintal monta au Havre à 78 francs était basée sur ce fait que la consommation durant la campagne 1899-1900 avait, chose exceptionnelle depuis six ans, dépassé la production : 13 millions 805.000 sacs produits contre 14.252.000 demandes. En outre on s'était habilement servi de certains avis de

sécheresse, gelée et autres causes aussi désastreuses (la récolte tardive quoique très abondante de 1901-1902 prouva heureusement l'excellence de ces avis). De plus pour hausser les cours on avait fait courir des nouvelles tendancieuses relatives à l'état de la culture ; délabrement des arbres épuisés par de trop fortes récoltes, maladie, épuisement occasionné par des plantations faites sur des terrains peu propices et par des déboisements inopinés et néfastes. Le Brésil qui avait repris ses paiements en or à l'extérieur était enfin dans une situation financière plus brillante. Après avoir été en 1898 à 7 d. 3/16 le change était arrivé en 1900 au maximum de 14 d. 1/16 et le café montait parce que le change montait. « Ainsi en 1902 le prix moyen du café était à 4 milreis 902 et la moyenne du change à 11 31/32 ; en 1903 prix moyen du café 5 milreis, change moyen 12 ; 1904 prix du café 6 milreis 365, change moyen 127/32 » (1). La raison en est que les acheteurs européens et américains s'imaginent que la hausse du change qui doit amener la baisse des prix en milreis, si les prix sur les marchés consommateurs ne varient pas, est très préjudiciable au planteur et peut le conduire à la ruine, d'où réduction assurée de la production et par suite augmentation du prix de vente.

D'autre part, il peut se faire aussi que le change

1. Rapport du ministre des finances, M. Léopoldo de Bulhoès, 1906.

monte lorsque le café monte, c'est ce qui est arrivé en 1900, parce que l'on prévoit qu'avec la hausse du café la valeur des exportations du Brésil doit augmenter et qu'il doit entrer beaucoup d'or dans le pays.

Cependant en 1900, malgré cet excédent d'exportation, il n'est pas entré d'or au Brésil, car le pays était encore trop fortement débiteur, du fait d'abord de sa dette extérieure, « s'élevant en 1900, d'après M. Laneuville (1) à près de 45.000.000 de livres sterling sans l'amortissement, plus 1.10.000 livres sterling de garanties aux compagnies européennes de chemins de fer, et qu'ensuite les particuliers avaient des remises à faire à l'étranger contre les bénéfices et dividendes des capitaux étrangers employés dans le pays, dans les industries, la culture, le commerce, les banques, etc. ; ou pour faire face aux dépenses des Brésiliens à l'étranger. De plus, les travailleurs italiens, qui sont en très grand nombre dans l'Etat de São-Paulo, retirent leurs économies du pays toutes les fois que le change est favorable. Toutes ces remises du gouvernement ainsi que des particuliers d'un côté et l'excédent des exportations de l'autre, se balancent. Une partie des exportations du Brésil sert donc à payer ce qu'il doit ; s'il devait moins ou s'il ne devait rien du tout, les importations seraient plus importantes et l'excédent des exportations serait moindre ou nul. Lorsqu'un pays est créancier, il a presque invariablement un excédent d'importations,

1. Laneuville, *op. cit.*

la hausse du change au delà de 12 d. en 1900 n'était donc pas justifiée, et la hausse des prix du café, basée sur la hausse du change, ne pouvait se maintenir. »

Malgré l'opinion de M. Laneuville, et la certitude qu'il avait que la hausse des prix du café en 1900, basée sur la hausse du change, ne pouvait se maintenir, les faits sont venus lui donner un démenti formel : non seulement le change a continué à progresser pour arriver à 16 d. 04 en moyenne en 1905 mais les prix se sont maintenus sous l'influence de la hausse du change semblable-t-il, à des niveaux égaux à ceux de 1898-1899, quoique les récoltes des campagnes 1901-1902 et 1902-1903 aient considérablement dépassé celles de 1897-1898 et 1898-1899 (milliers de sacs : 16.145 en 1901-1902, 12.945 en 1902-1903 contre 11.210 en 1897-1898 et 9.320 en 1898-1899).

Pourquoi ? Pour le change la hausse provenait nous l'avons vu, du Funding Loan qui, en autorisant d'une part le gouvernement à suspendre le paiement des intérêts de sa dette, réduisait d'autant ses besoins d'or et en demandant d'autre part l'incinération des billets, faisait renaitre la confiance. Les planteurs, de leur côté, avaient pris certaines mesures pour limiter le développement des plantations et régulariser le commerce du café en éliminant de la vente les qualités inférieures. L'Etat de Saô-Paulo avait même voté en 1902 une loi frappant d'un droit prohibitif de deux contos par hectare la plantation de nouveaux caféiers pendant une

période de cinq ans. Enfin l'annonce d'une aide gouvernementale publiée à grand fracas par les planteurs avait aussi eu une influence sur les cours. L'effet de ces causes amena une amélioration dans les prix, amélioration qui ne se maintint pas longtemps, la production croissant de jour en jour.

La hausse ou la baisse du change ne peuvent jamais avoir une longue influence sur la hausse ou la baisse du café, c'est l'offre et la demande qui, seules, règlent les prix dans les pays consommateurs. Si, pendant cinq ou six ans la baisse progressive du milreis a été favorable aux intérêts des producteurs de café, c'est que les prix s'étaient maintenus très haut sur les marchés consommateurs. La situation empira sitôt que des mouvements de baisse, provoqués par la surproduction, se manifestèrent sur ces marchés. Les fazendeiros devaient s'apercevoir et s'aperçurent en effet que leur croyance en la baisse du change, était par trop absolue et néfaste même, puisqu'elle les avait conduit à développer étrangement leurs exploitations et mené à la formidable récolte 1906-1907. Leur sort leur paraissant par trop précaire et misérable, ils appelèrent à leurs secours le gouvernement.

CHAPITRE III

**Lois nouvelles destinées à résoudre le conflit
entre : 1° les Exportateurs
et 2° les Importateurs et les Finances brésiliennes.**

Qu'allait faire le Brésil ? Une prompte décision s'imposait, mais le problème était ardu et la solution difficile. Le Brésil, en effet, est un pays, nous l'avons vu, qui vit sur un régime de monnaie inconvertible, monnaie qui l'isole et le laisse absolument sans assistance financière sur la plupart des marchés du monde. La seule monnaie dont il dispose pour les échanges, pour le paiement de ce qu'il importe et pour la rémunération des capitaux étrangers employés chez lui, est la lettre de change : celle-ci provient uniquement de la production agricole et principalement de la production du café. L'exportation de ce produit joue un rôle considérable dans la balance commerciale de la République et doit suivre toujours une progression constante, sinon en

quantité, du moins en valeur. Mais il ne peut jamais y avoir aucune fixité dans la valeur avec un système monétaire basé sur le papier monnaie. Aussi existe-t-il un perpétuel conflit dans ce pays entre ceux qui bénéficient des fluctuations inévitables du change, les exportateurs et les planteurs et ceux qui en pâtissent, les importateurs et l'Etat, conflit préjudiciable aux finances brésiliennes.

Les premiers voient d'un œil favorable s'accroître de jour en jour la baisse du milreis, tandis que les seconds, faute d'une base fixe, ne peuvent établir d'une façon certaine et définitive le coût de leurs marchandises. Le Gouvernement enfin avec le régime des billets de banque ou d'Etat à cours forcé voit la charge de ses dettes payables en or rendue plus lourde par la dépréciation de son papier monnaie ; la somme qu'il faut inscrire au budget pour assurer l'amortissement de la dette et le service des intérêts augmentant à mesure que le papier perd de sa valeur par rapport à l'or.

Pour remédier à un tel état de choses, le meilleur moyen pour certains Brésiliens et notamment M. Campista, ministre des Finances, parut être, qu'il fallait stabiliser la valeur du milreis puisque ce sont les continuelles « danses » du change qui transforment toutes les opérations commerciales avec l'extérieur en spéculations hasardeuses.

Sans vouloir ramener le milreis à son pair théorique de 27 pence, ce qui serait évidemment scrupuleusement

honnête, l'Etat n'ayant pas le droit, sans manquer à ses engagements, de le transformer en une promesse de payer un nombre égal de milreis valant seulement 10, 12 ou 15 pence, le rapporteur trouva que l'opération qui consistait à fixer l'unité monétaire à un taux aussi rapproché que possible de la moyenne des cours cotés depuis quelque temps, était celle qui présenterait le plus de chances de ne jeter aucun trouble dans l'échelle de prix qui tentent toujours à s'harmoniser avec la valeur propre de la monnaie. Un taux différent au contraire bouleverserait, durant la période de raccord alors que les prix remontent peu à peu, les conditions de l'industrie et du commerce à cause de l'impossibilité où l'on se trouverait de calculer les prix de revient et de prévoir les prix de vente.

Donc le principe fondamental doit être de fixer le milreis à un taux qui exprime exactement la situation économique du pays et qui trouble le moins possible l'équilibre des prix, et d'assurer à ce taux la convertibilité en or du stock monétaire existant. La valeur du papier monnaie dépend uniquement du stock métallique qu'il représente. Si ce stock n'existe pas ou disparaît, le billet ne représente plus qu'une promesse plus ou moins vague de remboursement dans un délai indéterminé. L'unique valeur qu'il garde c'est d'être le seul intermédiaire des changes et cette valeur est essentiellement précaire puisqu'elle dépend d'un rapport qui peut varier tous les jours entre la quantité de billets émis et le

volume des transactions commerciales. Ainsi fixer le change en assurant la convertibilité en or du stock monétaire existant, tel est la réforme solide, définitive et favorable aux intérêts du pays que devait réaliser le Brésil, puisqu'elle amenait la suppression des brusques et inquiétantes oscillations du change.

Examinons les faits :

Les producteurs de café surent tirer habilement parti de leurs malheurs et jouer de leurs misères. Un violent courant de sympathie se forma en leur faveur et l'intérêt général s'effaça devant les intérêts particuliers, car la politique s'en mêla. Les passions étaient à ce point surexcitées que l'Etat de São Paulo menaçait la Confédération de se séparer d'elle, si le Congrès ne votait pas le projet qu'elle avait élaboré. Aussi la question financière fut-elle un peu oubliée : la question du café accaparait toute l'attention, et sans l'observation de M. Milo Peçanha, président de l'État de Rio, qui fit remarquer que la fixation du change était nécessaire à la réussite du plan projeté, le problème monétaire aurait été tout à fait oublié ! La convention de Taubaté, ou convenio des Etats caféiers, telle qu'elle a été discutée le 25 février 1906 par les présidents des Etats de São Paulo, Rio de Janeiro et Minas Geraes ne contenait en effet aucune disposition relative à la stabilisation du milreis. Elle ne s'occupait que des mesures à prendre pour relever les prix du café et prévoyait un emprunt extérieur destiné à fournir les ressources nécessaires. Seul le président de

L'Etat de Rio s'aperçut que l'effet inévitable de l'afflux d'or provenant de l'emprunt serait de faire monter le change, alors que la combinaison n'aurait pas encore commencé à élever les prix en or du café; de telle sorte qu'on aurait obtenu le résultat contraire à celui qu'on cherchait puisque la hausse du change aurait amené la dépréciation en papier des prix du café exporté et aggravé encore les difficultés et les pertes du planteur.

C'est pour éviter ce résultat que le système de fixation du change fut raccordé tant bien que mal au plan de valorisation discuté dans la nuit du 26 février 1906, pour bientôt en être séparé, tant les « valorisateurs » étaient pressés de voir leur « convenio » aboutir.

La loi de valorisation fut votée en juillet 1906 et la loi n° 1575 organisant la caisse de conversion fut promulguée le 6 décembre 1906.

CHAPITRE IV

Valorisation du Café

Le président sortant Rodriguès Alves dans son message du 3 mai 1906 disait : « Il y a longtemps que les bas prix du café inquiètent le cultivateur et il est difficile de comprendre comment ce produit, base de la richesse du pays fournisseur sur les marchés étrangers des trois quarts de la production générale, n'ait pas encore obtenu un moyen efficace d'être protégé contre les effets de la baisse des prix. L'erreur a consisté à chercher un remède aux crises seulement lorsqu'elles arrivent à l'état aigu alors qu'au contraire il est nécessaire d'agir avant, pendant et après les crises sans interruption en s'appliquant à résoudre les difficultés d'une façon définitive suivant les leçons de l'expérience et les meilleures notions de la science économique. Jamais des mesures législatives prises soudainement pour relever les prix n'ont produit d'heureux résultats. C'est seulement dans de saines institutions de crédit agricole que les planteurs trouveront les moyens

de combattre avec succès des crises telles que celles dont ils souffrent aujourd'hui. »

Ces sages conseils ne furent pas entendus. Une véritable panique augmentée par la perspective d'une récolte énorme en 1906-1907, s'empara des esprits qui ne virent plus d'autre salut que dans le secours des pouvoirs publics.

L'État de São Paulo prit l'initiative du mouvement.

Le capital absorbé par la culture et l'exploitation dans cet État est estimé à 1.700.000 milreis soit 4 milliards de francs : 450.000 ouvriers vivent dans les plantations qui couvrent le quart du territoire et appartiennent à 15.800 propriétaires. Sa production de 1900 à 1900 s'est élevée à

10.165.000	sacs en	1901-1902
5.800.000	—	1902-1903
6.571.509	—	1903-1904
7.453.752	—	1904-1905
6.980.000	—	1905-1906
15.592.000	—	1906-1907 (1)

Dans le même temps l'État de Rio de Janeiro n'était arrivé qu'à

5.330.000	sacs en	1901-1902
3.975.000	—	1902-1903
4.020.000	—	1903-1904

1. *Relatorio apresentado ao Dr Jose Tibirica, presidente do Estado da São Paulo pelo Dr Carlos Botelho*, 1905. — Laneuville. *Le Café*, 2 juillet 1907.

2.542.000	—	1904-1905
3.244.000	—	1905-1906
4.234.000	—	1906-1907 (1)

São Paulo était donc très intéressé à ce qu'une solution intervint pour tâcher d'atténuer la crise provenant de l'état de déséquilibre existant entre la production et la consommation, celle-ci nous l'avons vu, s'élevant, en 1906-1907 à 17.108.000 sacs contre 23.786.000 sacs offerts.

Comme toujours en pareil cas les combinaisons surgirent en foule pour remédier au mal, M. Malta, député pauliste, demandait que l'on fasse payer en or la totalité des droits de douane (2) pour en appliquer une partie à la propagande du café au moyen de primes accordées aux maisons exportatrices proportionnellement à la quantité de café brésilien vendue par elle. MM. Camillo Cresta et J. Baschiere proposaient pour développer la consommation de fonder un journal à un sou tirant à 100.000 exemplaires, publié dans les capitales d'Europe et subventionné par l'Union, à raison de 5 francs par chaque millier de journaux mis en circulation et par les Etats caféiers, à raison de 80 reis par sac de café exporté. Ce journal devait en outre traiter de toutes les questions intéressant le Brésil et donner comme prime à chaque

1. Laneuville, *Le Café*, 2 juillet 1907.

2. Les droits de douane sont cependant insuffisamment élevés : 35 o/o à 50 o/o suivant la nature des marchandises.

abonné ou acheteur au numéro des bons donnant droit à une certaine quantité de café en grain ou de tasses de café à prendre dans un bar-brésil qu'ils proposaient d'ouvrir à cet effet dans les principales villes d'Europe et où le café serait vendu à 0 fr. 10 la tasse ! M. Berge (1) avait imaginé un système assez ingénieux. Il demandait d'abord : 1° la nomination d'une commission qui dans les trois mois de sa formation devait faire connaître la production caféière du Brésil pendant les cinq dernières années afin d'établir une moyenne annuelle et de consigner sur un registre spécial la part exacte revenant à chaque producteur dans cette production annuelle ; 2° l'établissement d'un triple tarif pour les droits de sortie : tarif moyen applicable à tous les fazenderios dont la production annuelle serait égale à celle fixée par la commission ; tarif maximum comportant une augmentation du tarif moyen, plus ou moins importante suivant l'augmentation de production applicable à ceux dont la production dépasserait celle fixée par la commission : tarif minimum, réduction du tarif moyen variable aussi suivant les cas, applicables à ceux dont la production annuelle serait inférieure à la moyenne établie par la commission.

Malheureusement ces procédés étaient ou trop lents ou trop empiriques pour résoudre la crise, il fallait des mesures plus décisives et plus promptes.

1. Berge. *Est-il possible de relever les prix du café ?*

L'intervention directe de l'Etat sur le marché parut être le seul moyen capable de résoudre la crise.

Le plan fut le suivant. L'Etat devait retirer du marché le café en excédent sur la consommation : on espérait de la sorte que les prix anciens se rétabliraient et permettraient d'attendre des jours meilleurs pour écouler le stock acheté, la consommation continuant toujours à se développer. Voici les raisons qui le firent adopter.

Grâce à ses qualités naturelles, son climat, sa main d'œuvre, le Brésil peut fournir du café avec bénéfice pour le fazenderio nous l'avons vu moyennant un prix de vente égal à 66 francs par 50 kilogrammes, alors que les autres pays producteurs, c'est un fait constaté depuis trente ans, même avec des prix supérieurs à 100 francs, diminuent leur production. Si le Brésil devait abandonner par suite des bas prix actuels, dans une assez large mesure la culture du café pour chercher dans celle d'autres produits le fruit de son travail, de graves conséquences pourraient en résulter car la consommation augmente tous les jours et seul le Brésil suit la progression de la consommation. Dès lors dès qu'une récolte, comme celle de l'année 1906-1907, vient troubler les cours, le devoir de l'Etat est d'intervenir pour servir d'intermédiaire entre les capitalistes et les planteurs, ces derniers manquant par suite de l'étendue du territoire, de leur absence d'esprit coopératif, de leur manque de capitaux, des qualités nécessaires pour lutter sans appui officiel contre ce phénomène fortuit : la production, en effet.

doit fatalement diminuer : une année d'abondance entraînant toujours après elle deux ou trois années de disette. Après une saison trop riche les branches fleurales meurent et il faut attendre plus de deux ans pour qu'elles soient remplacées (1).

Telles sont les idées qui ont servi de base au plan de valorisation.

Déjà la loi de budget du 29 décembre 1905 contenait une proposition en faveur du relèvement de la valeur marchande du café. En vertu de cette loi le Gouvernement de l'Union était autorisé à conclure des arrangements avec les Etats producteurs de café pour régler le commerce de cette denrée, provoquer la hausse des prix et organiser et maintenir un service régulier et permanent de propagande en vue d'augmenter la consommation. Le Gouvernement fédéral pouvait garantir les opérations de crédit que seraient appelées à conclure les Etats caféiers aux conditions suivantes :

1° Les Etats intéressés fourniront au Gouvernement fédéral une garantie en or suffisante pour service d'intérêt et d'amortissement de l'emprunt contracté ;

2° Cette garantie sera étendue à toute la durée de l'emprunt ; elle ne dépendra d'aucune taxe annuelle révocable d'une année à l'autre par les législateurs des Etats ;

1. Déjà une expérience a été faite en 1901-1902 : la récolte brésilienne a fourni 16.145.000 sacs. Mais les années suivantes la production est tombée à 12.945.000 et 11.101.000 sac.

3° Le produit de l'emprunt ne pourra être consacré qu'au maintien d'un prix minimum du café pour l'exportation; il ne pourra recevoir d'autre destination et ne pourra être employé en prêts ou avances aux planteurs et exportateurs ni être employé par les Etats à un objet autre que celui autorisé;

4° Le produit de l'emprunt sera déposé dans les caisses du Trésor et utilisé selon les besoins;

5° Les bénéfices qui résulteront des opérations projetées serviront à l'amortissement de l'emprunt.

Forts de cette invitation officielle MM. Candido Rodriguès et Olava Egydio, délégués de l'Etat de São Paulo, élaborèrent, avec les délégués des Etats de Rio de Janeiro et de Minas Geraes entraînés dans le mouvement, M. Barros Franca et MM. Ribeiro Jonqueira et Rodriguès Caldas, un plan de valorisation dont la réalisation nécessitait un emprunt de 15.000.000 livres sterling et qui fut présenté le 25 février 1906 à l'approbation des présidents de ces Etats. M. Milo Peçanha, président de l'Etat de Rio, ayant fait constater que la conclusion d'un emprunt devait fatalement faire hausser le change, proposa aux deux autres présidents, MM. Tibirica de São Paulo et Francisco Salles, de Minas Geraes, plusieurs amendements tendant à la création d'une caisse de conversion du papier constitué à l'aide de l'emprunt projeté de 15.000.000 livres sterling et destiné à la fixation du change. Le convenio ainsi remanié fut définitivement adopté dans la nuit du 26 février :

Convenio entre les Etats de Rio de Janeiro, São Paulo et Minas Geraes pour la valorisation du café, la régularisation de son commerce, l'augmentation de la consommation et pour la création d'une caisse de conversion pour la fixation de la valeur de la monnaie.

Article premier. — Pendant la durée utile, pouvant être prorogée ou réduite par mutuel accord, les Etats contractants s'engagent à maintenir sur les marchés nationaux le prix minimum de 55 à 65 francs or ou l'équivalent en monnaie courante du pays, par sac de 60 kilogs du type sept américain. Pour les qualités supérieures à ce type les prix indiqués seront augmentés proportionnellement. Dans la première année le prix minimum pourra être élevé jusqu'à 60 francs.

Art. 2. — Les gouvernements contractants empêcheront par des mesures adéquates l'exportation des cafés inférieurs et favoriseront le développement de la consommation dans le pays.

Art. 3. — Les Etats s'engagent à organiser et maintenir un service régulier de propagande du café, en vue d'augmenter la consommation par le développement des débouchés actuels et par l'ouverture et la conquête de nouveaux marchés et afin d'assurer la défense du café contre les fraudes et les falsifications.

Art. 4. — Les gouvernements contractants établiront opportunément les types de cafés nationaux et encourageront la création de bourses ou chambres syndicales de com-

merce des cafés qui fixeront et maintiendront d'accord les prix des nouveaux types conformément à l'article 1^{er}.

Art. 5. — Il sera facilité aux producteurs les moyens d'améliorer la qualité de leurs produits.

Art. 6. — Les États contractants créeront une surtaxe de 3 francs, sujette à augmentation ou réduction, par sac de café exporté et maintiendront les lois et mesures tendant à l'aide d'un impôt élevé à empêcher l'augmentation des plantations de café sur leur territoire pendant deux années prorogables moyennant accord.

Art. 7. — Cette surtaxe sera payée à la sortie du produit et sera affectée au paiement des intérêts et de l'amortissement des capitaux nécessaires à l'exécution de ce convenio, l'excédent du produit de la surtaxe étant affecté aux autres dépenses résultant de l'exécution de la convention. La perception de cette surtaxe commencera aussitôt après exécution des dispositions de l'article 8.

Art. 8. — Pour l'exécution du convenio l'Etat de São Paulo est dès maintenant autorisé à réaliser dans le pays ou à l'étranger avec la garantie de la surtaxe de 3 francs, créée par l'article 6 et sous la responsabilité solidaire des trois États, les opérations de crédit nécessaires jusqu'à concurrence de 15.000.000 de livres sterling. Ce capital sera affecté au fonds de garantie d'une caisse d'émission à base métallique et de conversion qui sera créée par le Congrès national pour la stabilisation de la valeur de la monnaie.

§ 1. — Le produit de l'émission or faite sur cette garantie sera affecté, aux termes du convenio à la régularisation du

commerce du café et à sa valorisation sans préjudice des autres dotations aux fins prévues par la loi.

§ 2. — L'Etat de São Paulo, avant de conclure les opérations de crédit, en soumettra les clauses et les conditions aux gouvernements de l'Union et des Etats contractants.

§ 3. — Si l'endossement ou la caution de l'Union pour ces opérations de crédit était nécessaire, les dispositions de l'article 2, chapitre X de la loi du 30 décembre 1905 fixant les recettes fédérales pour l'exercice courant seront observées.

Art. 9. — L'organisation et la direction des services seront confiées à une commission de trois membres choisis dans chaque Etat sous la présidence d'un quatrième membre choisi par les trois Etats. Le président aura simplement voix prépondérante pour départager les votes de la commission. Chaque directeur aura en cas d'empêchement un suppléant également nommé par l'Etat respectif.

Art. 10. — La commission créera les services et nommera le personnel nécessaire à l'exécution de ce convenio et pourra confier en partie son exécution à toute association ou entreprise nationale, sous son contrôle immédiat.

Art. 11. — Le siège de la commission sera la ville de São Paulo et le Gouvernement de São Paulo comme délégué des Etats contractants surveillera ses travaux.

Art. 12. — La commission organisera pour ses travaux un règlement soumis à l'approbation des trois Etats contractants qui devront se prononcer dans les dix-huit jours faute

de quoi leur approbation sera considérée comme acquise.

Art. 13. — Les charges et avantages résultant de cette convention seront partagées entre les Etats contractants proportionnellement à la quote-part de chacun dans le produit de la surtaxe.

Art. 14. — Les Etats contractants reconnaissent et acceptent le Président de la République comme arbitre de tous différends pouvant surgir dans l'exécution du convenio.

Le 4 juin 1906 les présidents des Etats apportèrent au convenio quelques modifications : le capital provenant de l'emprunt ne devait plus servir de garantie à la caisse de conversion dont la création, fort discutée, menaçait de retarder fortement l'exécution du plan ; les prix étaient établis en papier et non en or : la surtaxe pourrait être perçue sans attendre la réalisation de l'emprunt.

1° L'article 1^{er} du traité est remplacé par le suivant :

Pendant une période de temps jugée utile, les Etats contractants s'obligent à maintenir sur les marchés nationaux le prix minimum de *trente-deux à trente-six mille reis* par sac de 60 kilogrammes de café, type sept américain, pour la première année ; ce prix minimum pourra être élevé postérieurement jusqu'au maximum de quarante mille reis suivant les convenances du marché. Pour les qualités supérieures, d'après la même classification américaine, les prix modifiés seront proportionnellement augmentés pendant cette même période.

2° Si les opérations de crédit nécessaires sont réalisées

par les trois Etats sans endos ou garantie de l'Union, la surtaxe de trois francs à laquelle se réfère l'article 6 du même traité sera perçue par les Etats et son produit sera gardé en dépôt pour être appliqué conformément aux dispositions de l'article 7.

3° La perception de la surtaxe de trois francs commencera à l'époque désignée par les Etats contractants.

4° Tant que la caisse d'émission et de conversion n'aura pas été créée ou ne fonctionnera pas, les Etats pourront appliquer directement le produit de l'emprunt à la valorisation du café.

5° Avant de conclure les négociations relatives à l'opération du crédit dont fait mention l'article 8 du traité, le Gouvernement de Saint-Paul soumettra les conditions et clauses qui seront proposées, à l'étude et à l'approbation des Gouvernements des autres Etats contractants, ainsi qu'au Gouvernement Fédéral, et ce en cas d'endos de l'Union, afin de déterminer la responsabilité de chacun des Etats précités.

6° Le présent traité sera en vigueur à partir de la date de son approbation suivant les dispositions du numéro 16 de l'article 48 de la constitution.

Le convenio ainsi modifié fut voté par la Chambre et promulgué par le Président de la République.

En somme il comprend trois séries de mesures : 1° valorisation proprement dite ; 2° organisation de la propagande et réglementation de la production ; 3° création d'une caisse de conversion propre à fixer le change

(cette dernière mesure fut réservée et fit l'objet d'une loi spéciale).

Pour réaliser la première, les Etats signataires doivent contracter un emprunt et avec l'argent prêté intervenir sur le marché en achetant du café de manière à élever le prix à un taux tel que les producteurs puissent vendre tout le café qu'ils exportent au prix moyen pour le type sept américain de 32 milreis par sac de 60 kilos libre d'impôts, prix des places de Rio et Santos. Le café ainsi acheté doit être retenu jusqu'à ce que les négociants étrangers aient besoin, vu la faiblesse du marché, d'avoir recours à lui. Les Etats espèrent alors être à même de dicter leurs conditions et d'épuiser leur stock.

Il est curieux de constater que l'acheteur allait être obligé d'adapter le prix en or au minimum de 32 à 36 milreis papier établi par le convenio : en général ce sont les prix en papier qui doivent s'adapter d'après l'agio aux prix en or imposés par le consommateur. De plus la consommation, en possession de gros stocks (16.380.000 sacs en 1906), allait-elle ainsi accepter ces prix minima ? Il faut enfin, dit le journal *Le Brésil*, que les Etats caféiers achètent « une grosse part des entrées de Rio et Santos : en admettant que la récolte soit de 12 millions de sacs on peut calculer que 5 à 6 millions doivent être achetés par les Etats. Or cette quantité, à raison de 32 milreis, soit au change de 17 pence, 2 livres sterling 8 le sac, absorberait tout le produit net

de l'emprunt et au delà car, à ce prix-là, les planteurs jetteraient tout leur produit sur le marché! »

Néanmoins les valorisateurs ont bon espoir ; les récoltes futures ne doivent-elles pas être mauvaises?

Les moyens préconisés pour favoriser la propagande et diminuer la production sont excessivement vagues. Sauf le droit de 3 francs par sac établi à la sortie et affecté au paiement des intérêts et de l'amortissement des capitaux nécessaires à l'exécution du convenio, la loi ne prescrit rien de bien net et s'en remet à une commission créée spécialement, du soin de prendre toutes les mesures nécessaires pour affaiblir la production et développer la consommation. Comme le faisait remarquer le député Paulino de Souza l'accord use d'expressions peu claires. L'article 2 dit « les Gouvernements contractants empêcheront *par des mesures adéquates* l'exportation des cafés inférieurs et favoriseront le développement de la consommation... ». Quelles sont ces mesures adéquates ? L'article 3 : « Les Etats s'engagent à organiser dès maintenant un service régulier de propagande... » Comment ? Article 5 : « Il sera facilité aux producteurs les moyens d'améliorer la qualité de leurs produits. » De quelle manière ? Ces points étaient peut-être les plus intéressants à nettement déterminer, car ils étaient d'un résultat sûr et d'une opportunité certaine, mais il aurait fallu du temps et les fazendeiros étaient excessivement pressés !

Le rapporteur de la Commission des Finances, M. David

Campista, qui défendit le projet devant les Chambres, le trouva cependant « viable, sûr, avantageux et nécessaire ».

« Lorsqu'en 1887, dit-il en substance dans son long rapport (1), le café fut épuisé sur le marché, les prix, qui, dans les années antérieures, avaient varié entre 40 et 50 francs, montèrent immédiatement à 100 francs et se maintinrent ainsi durant dix ans parce que durant ce temps l'approvisionnement resta au niveau de la consommation et le consommateur accepta sans protester cette augmentation, car le café est une denrée de première nécessité dont il ne peut se passer. Donc en retirant du marché une quantité convenable de café, les prix s'élèveront et la demande continuera à se produire: le besoin de café faisant passer sur l'élévation du prix, élévation réduite d'ailleurs puisque la hausse résultant de la valorisation, soit 200 reis par kilogramme de café n'augmente pas la dépense du consommateur de plus de 30 centimes par mois. Pour l'Allemand qui consomme 3 kilogrammes par an, l'augmentation sera de 50 reis par mois, pour le Belge, le Danois, l'Américain, le Suédois de 80 à 90 reis et pour le Hollandais de 120 reis pour trente jours. Ce sont les plus forts consommateurs du monde et ces 200 reis si facilement gaspillés sont pour nous le salut et la fortune.

Pour être sûre l'opération doit produire les résultats

1. *Diário official*, 22 de julho 1906.

auxquels on la destine, c'est-à-dire l'élévation et le maintien des prix proposés, Pour que les prix s'élèvent il faut et il suffit que la quantité de café acheté soit suffisante, de façon à toujours maintenir l'offre au niveau de la demande. Il est donc nécessaire d'étudier la marche de la consommation. Le seul moyen d'en apprécier le volume à un moment donné est de prendre un certain nombre des dernières années écoulées, de calculer la moyenne des livraisons durant cette période, d'attribuer cette moyenne à l'année du milieu de la même période et d'ajouter chaque année à cette livraison moyenne un tant pour cent d'augmentation en rapport avec celle des années antérieures. Ce tant pour cent a varié dans les divers espaces de dix ans de 2 1/2 à 3 0/0. Dans ces conditions la consommation approximative probable du café pour 1906 doit résulter du calcul suivant. A la moyenne des livraisons réalisées dans la période qui va de 1896-1897 à 1905-1906, moyenne égale à 14.500.000 sacs, qui est la consommation réelle de l'année 1900-1901, milieu de période, ajoutons annuellement une augmentation d'environ 2 1/2 à 3 0/0 ou 400.000 sacs en moyenne par an. Le résultat en 1905-1906 donnera la consommation réelle de cette dernière année.

1900-1901.....	14.500.000
1901-1902.....	14.900.000
1902-1903.....	15.300.000

1903-1904.....	15.700.000
1904-1905.....	16.100.000
1905-1906.....	16.500.000

La consommation en 1905 doit donc avoir été de 16.500.000 sacs ; ce qui est exact, la statistique donnant le même chiffre. Le calcul est donc juste et peut être suivi pour les années suivantes. Toutefois, pour plus de sécurité, il est préférable de prendre comme chiffre de consommation en 1905-1906 16.000.000 de sacs seulement et comme augmentation annuelle, 300.000 sacs, soit une augmentation d'environ 3,81 o/o la plus petite qui ait été observée dans les cinquante dernières années.

1905-1906.....	16.000.000
1906-1907.....	16.300.000
1907-1908.....	16.600.000
1908-1909.....	16.900.000
1909-1910.....	17.200.000
1910-1911.....	17.500.000
1911-1912.....	17.800.000

La consommation augmente donc d'une façon lente, mais certaine.

D'autre part, le café sert de base à un commerce à long terme, comme à des réserves destinées à une consommation éloignée. Le caféier ne produit qu'après un temps assez grand, et nécessite la création de stocks

énormes tant à cause de sa lente croissance, des distances énormes existant entre les places de consommation et nos ports, que des besoins et des demandes de la clientèle, celle-ci désirant avoir des cafés parfaitement préparés, et cette préparation demandant, à raison des pertes qui peuvent se produire et des mélanges nécessaires, des dépôts considérables, dépôts nullement préjudiciables au produit qui peut se conserver très longtemps. Il est donc impossible de penser que le marché mondial puisse s'abstenir d'acheter sur nos places, nous qui sommes les premiers producteurs du monde;

Etant donné que la consommation augmente, et que les commerçants ont besoin de posséder de très gros stocks, réduisons les stocks disponibles et l'équilibre se rétablira de suite, en attendant que les mesures prises contre les excès de la production produisent leurs effets. Et les faits sont là pour nous donner raison. Les prix moyens qui tombèrent successivement à 58 francs les mille sacs au Havre en 1896-1897, 39 francs en 1897-1898, 36 francs en 1898-1899, et de 33 à 34 francs en 1901-1903 remontèrent en 1904-1905 à 50 francs, parce que les stocks avaient baissé de 1903 à 1905, passant de 12 1/4 à 11 1/4 millions de sacs. En poursuivant la réduction du stock visible jusqu'à 8 1/2 ou 8 millions de sacs, c'est-à-dire en achetant 4 millions de sacs les prix s'élèveront à 65 ou 75 francs. En 1886-1887, moment où la consommation atteignit 8 ou 9 millions, les existences visibles, qui étaient d'environ 4 millions, commencèrent à bais-

ser à cause d'une mauvaise récolte et les prix de 50 francs passèrent à 123 francs. La consommation est aujourd'hui supérieure à 16 millions de sacs, soit le double de la consommation de 1887, que le stock visible baisse à ce dernier volume et les prix s'élèveront.

• Donc réduire à 8 millions les existences mondiales, tel est le secret de la valorisation. Or l'année 1906 (30 juin) finit avec un stock visible de 9.600.000 sacs, soit avec un excès de 1.600.000 sur les nécessités commerciales du monde, auquel il faut ajouter 2.000.000 résultant de la recette 1906-1907, récolte supérieure à la consommation des mêmes 2 millions, par conséquent il faut acquérir au plus vite d'abord le million $1/2$ de l'année 1906, puis les 2 millions de l'année 1906-1907 jusqu'à concurrence de 4 millions.

Or l'emprunt projeté de 15 millions de livres sterling peut produire 14.500.000 livres. Le type moyen Santos et Rio est le type six qui vaut, le type sept étant coté 32 milreis, un peu plus, soit 34 milreis 500 ou au change 15 d., 54 fr. A ce prix avec les 14 $1/2$ millions de livres sterling on pourrait acheter 6 millions $1/2$ de sacs. L'emprunt est donc largement suffisant puisque l'acquisition de 4 millions de sacs est seulement nécessaire pour réaliser la valorisation telle que l'établit le convenio, le produit de la surtaxe de sortie de 3 francs servant uniquement à couvrir les dépenses nécessitées par l'opération : Le seul risque à craindre, serait de revendre le café moins cher qu'on ne l'achète. Mais ce risque ne peut pas se produire.

Le cas aurait lieu dans l'hypothèse d'une production croissant parallèlement à la consommation ; mais cette hypothèse est irréalisable. La production étrangère s'est maintenue stationnaire avec même une tendance à la baisse. Quant au Brésil, l'État de Rio est en déclin, seul São Paulo continue à produire mais depuis quatre ans la loi interdit les plantations nouvelles et comme les caféiers ne produisent que dans la sixième ou huitième année de leur âge, il est impossible de compter pratiquement avec une entrée sur le marché de quelque nouveau contingent de café pauliste avant huit ou dix ans révolus à partir de 1906. D'ici là l'opération sera terminée. En effet, il est matériellement impossible de compter sur quelque augmentation dans la production moyenne du café dans le monde avant dix ans révolus à partir de 1906.

La production mondiale moyenne peut être calculée par la production moyenne des quatre ou cinq dernières années et se déduit facilement du tableau suivant :

Production mondiale de 1901 à 1906 en milliers de sac

Provenance	Années				
	1901-2	1902-3	1903-4	1904-5	1905-6
Brésil. Amérique espagnole. Indes an- glaises et hollandai- ses. Asie et Afri- que.	16.100	12.900	11.100	10.300	10.500
	3.600	3.720	4.890	.920	3.700

On voit que la moyenne brésilienne a été de 12 millions 250.000 sacs en cinq ans et de 11.220.000 en quatre ans et que dans tous les cas la moyenne étrangère a été de 4 millions de sacs. La moyenne des moyennes, globale, s'élève dans les deux périodes réunies à 15 millions 750.000 sacs. Et cette production mondiale de 15 millions $3/4$ peut diminuer durant une période de quatre à six ans, voire dix, mais ne peut augmenter.

Connaissant les existences mondiales, la consommation et la marche de son augmentation, et la production il est dès lors facile de prévoir et de déterminer l'époque où aura lieu l'équilibre commerciale.

Ces facteurs sont représentés par les nombres suivants en sacs :

	Sacs
Fournitures visibles au 30 juin dernier (1906)	9.600.000
Consommation mondiale en 1905-1906 avec une augmentation annuelle de 450.000 . .	16.500.000
Production moyenne annuelle sans possibilité d'augmentation	15.750.000

Ces données sont rigoureusement exactes, mais pour opérer avec plus de sécurité je prendrai 16 millions de sacs pour la production au lieu de 15 millions $3/4$: 10 millions de sacs pour les fournitures visibles au lieu de 9.600.000 et pour la consommation j'adopterai le chiffre de 16 millions avec une augmentation annuelle de 300.000 sacs au lieu de 16 millions $1/2$ et 450.000 sacs.

Les résultats seront les suivants :

1906-1907

<i>Recettes</i>		<i>Dépenses</i>	
Fourniture visible...	10.000.000	Consommation annuelle.....	16.000.000
Production mondiale moyenne.....	16.000.000	Solde pour l'année suivante.....	10.000.000
Total disponible....	26.000.000		

1907-1908

<i>Recettes</i>		<i>Dépenses</i>	
Solde de l'année précédente.....	10.000.000	Consommation antérieure.....	16.000.000
Production mondiale moyenne.....	16.000.000	Augmentation annuelle de consommation....	300.000
Total disponible....	26.000.000	Solde pour l'année suivante...	9.700.000

1908-1909

<i>Recettes</i>		<i>Dépenses</i>	
Solde antérieure....	9.700.000	Consommation antérieure.....	16.300.000
Production mondiale moyenne.....	16.000.000	Augmentation annuelle de consommation....	300.000
Total disponible....	25.700.000	Solde pour l'année suivante...	9.100.000

1909-1910

<i>Recettes</i>		<i>Dépenses</i>	
Solde antérieure....	9.100.000	Consommation antérieure.....	16.600.000
Production mondiale moyenne.....	16.000.000	Augmentation annuelle de consommation....	300.000
Total disponible....	25.100.000	Solde pour l'année suivante...	8.200.000

1910-1911

<i>Recettes</i>		<i>Dépenses</i>	
Solde antérieure....	8.200.000	Consommation antérieure.....	16.900.000
Production mondiale moyenne.....	16.000.000	Augmentation annuelle de consommation....	300.000
Total disponible....	24.200.000	Solde pour l'année suivante...	7.000.000

1911-1912

<i>Recettes</i>		<i>Dépenses</i>	
Solde antérieure....	7.000.000	Consommation antérieure.....	17.200.000
Production mondiale moyenne.....	16.000.000	Augmentation annuelle de consommation....	300.000
Total disponible....	23.000.000	Solde pour l'année suivante...	5.500.000

Il est évident que dès l'année 1910-1911 sera établi l'équilibre commercial résultant de ce que les existences mondiales seront réduites à moins de 8.000.000 de sacs en face d'une consommation supérieure à 17.000.000 ! » (1)

Malgré l'optimisme de M. Campista, la convention conclue à Taubate provoqua de nombreuses discussions : il s'agissait là pour le Brésil, on le sentait très bien dans le pays, d'une question nationale. Le remède proposé à un mal, très grave assurément, mais non désespéré si on voulait être énergique et patient, apparaissait comme pouvant conduire à un pire. L'ampleur des opérations prévues et l'intervention de l'Union stipulée effrayaient la plupart des esprits. Il paraissait bizarre que le Brésil dont le revenu des douanes était encore hypothéqué et dont l'amortissement de la dette était suspendu se présentât sur les marchés européens pour entreprendre une opération si osée et une entreprise si aléatoire. Ce n'est pas tout que de décréter un emprunt de 15.000.000 livres sterling ; il faut le réaliser et l'on ne voit pas des capitalistes allant offrir leur or pour faire monter un article de première nécessité et somme toute favoriser les voisins. Le Brésil est sans doute en effet le plus grand producteur de café, mais sa supériorité n'est peut-être pas assez marquée pour qu'il soit maître absolu du marché et surtout elle n'est pas éternelle. Le Vénézuéla, la Colombie, produisent du café, le Mexique, Cuba, Porto-Rico possèdent des plantations. C'est pour eux peut-être que va travailler le Brésil. Si actuellement ils ne produisent pas davantage de café c'est parce qu'ils avaient de la peine à le vendre. Mais si les Etats Brésiliens s'engagent à retirer du marché tout le café brésilien qui pourrait faire baisser les prix, les con-

currents auront vraiment la partie trop belle pour ne pas en profiter.

Même si la manœuvre réussit ce ne sera que grâce à la constitution d'un stock énorme. Quand les cours auront monté et qu'il faudra écouler les sacs accumulés, les concurrents auront eu le temps de se préparer et le stock restera pour compte. Ils s'accroîtra d'année en année et à mesure que la production étrangère augmentera l'Etat Brésilien deviendra de plus en plus le seul client de ses propres producteurs,

Alors que fera-t-on du stock acheté. L'abandonner sur le marché serait peut être un peu périlleux. Le retenir ? Il peut se gâter. Un ministre brésilien disait : « Quand nous devrions jeter à la mer les 8 millions de sacs que nous possédons nous aurions sauvé cependant notre pays d'une crise qui aurait été sa ruine. » Singulier remède que celui qui consiste à jeter son argent à la mer pour se sauver de la débâcle !

Au véritable remède résultant d'une entente entre les planteurs pour organiser la production et la vente du café, ceux-ci préféreraient un vaste système qui reposait en somme uniquement sur la croyance en de faibles récoltes à venir grâce auxquelles l'écoulement du stock réalisé pourrait facilement se produire !

Le président Rodriguès Alves, dans son message du commencement de 1906, voyant dans ce plan la ruine possible de tout le travail de reconstitution des finances nationales opiniâtrément poursuivi durant près de

sept années par les hommes d'Etat brésiliens les plus clairvoyants, estimait que des lois « nouvelles pour relever les prix du café étaient inutiles et se prononçait contre toute mesure qui aurait pour objet de provoquer une hausse soudaine et artificielle du café. Suivant lui c'est seulement dans de saines institutions de crédit agricole et des opérations de warrantage que les planteurs trouveront le moyen de combattre avec succès des crises telles que celles dont ils souffrent aujourd'hui ». « Sans doute, répondaient les valorisateurs, mais cela demande du temps et la récolte de 1906-1907 est la qui nous écrasent. Si nous avons des capitaux et si notre territoire n'était pas si vaste, nous pourrions nous grouper en syndicats, et nous ne serions pas obligés de nous en remettre à l'Etat du soin de prélever une surtaxe de sortie comme celle que nous avons établie, surtaxe qui peut paraître bizarre puisqu'elle semble augmenter le prix de notre café au moment où nous cherchons à le vendre, mais qui n'est en réalité que la somme que nous devrions verser si nous nous associions. Il n'y a qu'un remède, c'est l'application du convenio. »

Et pour l'obtenir plus vite les planteurs grossissaient les estimations de la récolte, bien que cette manœuvre dépréciât encore la valeur actuelle et réelle de leur produit.

Cependant São Paulo commençait les achats de café. Bien que tous les efforts faits à Londres, Berlin, Paris, Bruxelles pour trouver les 15.000.000 de livres sterling aient échoué cet Etat avait néanmoins contracté un em-

prunt en bons du Trésor à un an de 100.000 de livres sterling à la Disconto Gesellschaft de Berlin et traité avec d'importants banquiers et négociants en cafés la consignation à de longs délais dans les ports européens et américains des cafés achetés. Ultérieurement pour continuer ces opérations le Gouvernement de l'Etat de São Paulo obtint d'un consortium international une avance de 4.000.000 de livres sterling avec lesquels il achetait 2.596.566 sacs.

Grâce à ces manœuvres les prix atteignirent 7.400 reis l'arrobe (15 kgr.) assurant le triomphe des valorisateurs. La nature elle aussi les favorisait en leur envoyant des gelées, des sécheresses et toute une nuée de sauterelles qui compromettaient la floraison.

Tout marchait donc à souhait. Et le 1^{er} décembre 1906 l'Etat de São Paulo décrétait le recouvrement de la surtaxe de sortie de 3 francs destinée à garantir les opérations de crédit prévue par la loi du 20 décembre 1905. Mais les Gouvernements des Etats de Rio et de Minas Geraes, refusant de s'associer à la méthode employée pour réaliser le convenio, ne lancèrent pas de décrets pour percevoir la surtaxe de sortie de 3 francs. São Paulo se trouva aussitôt dans une situation désavantageuse : les arrivages à Santos tombèrent alors prodigieusement : les cafés de São Paulo et de Minas s'écoulaient par le port de Rio où la surtaxe n'était pas établie. Pour leur défense Minas et Rio invoquèrent qu'ils s'étaient engagés dans le convenio à appliquer la sur-

taxe de sortie sous deux conditions : 1^o que l'emprunt de livres sterling 15.000.000 au service duquel elle est destinée soit réalisé ; 2^o que les prix du café soient maintenus au prix minimum de 32 à 36 milreis par sac de 60 kilos du type sept américain. Or aucune des deux conditions n'était remplie le 1^{er} décembre 1906. L'emprunt n'était pas réalisé et le 30 novembre 1906 le café était coté 6.300 reis (1) l'arrobe de 15 kilos ou 25.200 reis le sac de 60 kilos. On était loin du prix minimum de 32 milreis, et l'on ne pouvait exiger du fazenderio le paiement d'une surtaxe de 3 francs représentant au change de 15 pence 1900 reis !

Les délégués des trois États : MM. Albuquerque Lins, ministre des Finances de São Paulo, Carlos Peixoto, député fédéral de Minas et Oliveria Botelho, pour l'Etat de Rio, se réunirent à Nicterohy, capitale de l'Etat de Rio pour s'entendre sur l'application de la surtaxe de 3 francs. Ils décidèrent d'assurer l'exécution du convenio en demandant au Gouvernement fédéral son avis pour un nouvel emprunt de valorisation de livres sterling 5 millions et de rendre applicable la surtaxe de 3 francs des trois Etats à partir du 1^{er} janvier 1907. Le prix minimum garanti au planteur fut de nouveau baissé : il n'est plus que de 7 milreis l'arrobe de 15 kilos soit 28 milreis le sac de 60 kilos.

1. Nous voyons ainsi que São Paulo n'était pas arrivé à maintenir les prix à 7.400 reis l'arrobe de 15 kilos, qu'il s'était efforcé d'établir grâce aux emprunts contractés dès le début de la valorisation.

L'État de São Paulo qui avait déjà acheté plus de 2.000.000 de sacs sans pouvoir maintenir les cours, perdait déjà 1.200 contos sur le café retenu. Aussi le nouvel accord déclarait-il que toutes les opérations précédentes faites par cet État resteraient uniquement à sa charge.

Malgré ce nouvel accord la mise en pratique de la valorisation ne donnait lieu qu'à des protestations. Les grandes maisons exportatrices : la maison Wille notamment, achetaient comme n° 7 des cafés n° 6 : par suite le type réel n° 7 comme les types inférieurs se trouvaient pratiquement exclus du marché : comme les cafés de Rio et de Minas appartiennent pour les trois quarts à ce type sept, ces États ne pouvaient vendre, mais étaient contraints néanmoins de payer la surtaxe de sortie de 3 francs. N'ayant plus aucun moyen de se procurer de l'argent, leurs cafés ne se vendant pas, ils chargèrent l'Association commerciale de prendre leur défense et de demander :

- 1° Que les achats de café du type sept américain soient faits loyalement sans distinction de vendeurs, au prix minimum du convenio soit 7 milreis l'arrobe ;
- 2° Que les qualités inférieures au type sept soient rendues au commerce exemptes de la surtaxe de sortie ;
- 3° Que les qualités supérieures au type sept soient vendues dans les termes du convenio à des prix proportionnels, aux acheteurs pour compte de la valorisation.

Ces demandes furent acceptées et jointes au convenio. Aussi les cafés de Minas et de Rio des types huit et neuf furent acquis à des prix proportionnels à ces qualités, 5.800 et 6.400

reis l'arrobe respectivement. Donc les trois Etats étaient de nouveau d'accord.

Cependant les achats continuent. La Banque du Brésil, autorisée par le Président de la République, prêtait en même temps un million de livres sterling à São Paulo et faisait acheter pour 4.000 contos de café de qualité inférieure.

Le 20 janvier 1907 8 millions de sacs avaient été retirés de la circulation; on était loin des 4 ou 5 millions jugés très suffisants par le rapporteur: il fallait maintenant les retenir et pour cela il fallait de l'argent: 5.000.000 de livres sterling étaient nécessaires. De même que les prix primitivement taxés avaient successivement baissé de 32 à 28 milreis, de même l'emprunt était descendu de 15.000.000 de livres sterling à 5.000.000! Mais il ne suffit pas de vouloir réaliser un emprunt, il faut encore qu'on le souscrive: et les Etats étrangers rendus méfiants par le refus des Rotschild de ratifier un tel emprunt ne se souciaient pas du tout de la valorisation.

Et les faits n'étaient pas de nature à présenter le convenio sous un jour favorable. Les Etats caféiers en effet, lorsqu'ils avaient décidé l'opération de la valorisation, comptaient que la récolte 1906-1907 ne donnerait que 2 millions de sacs environ d'excédent sur les besoins de la consommation et que la récolte suivante (1907-1908) serait forcément déficitaire: même suivant le Président

de la São Paulo Railway les cafés devaient être épuisés pour cinq ans.

Or la production totale a donné pour 1906-1907 malgré les prévisions de M. Campista 23.786.000 sacs (20.190.000 Brésil et 3.590 autres pays) pour une consommation de 17.108.000, soit un excédent de 6.678.000 sacs sans compter les stocks : Les évaluations pour 1907-1908 sont, il est vrai, bien faibles : 5.800.000 sacs pour Santos, 3.500.000 sacs pour Rio, mais de nouveaux plants peuvent arriver à leur période de rendement et les autres pays producteurs ne sont pas peut-être dans la même situation que le Brésil.

La Chambre de commerce du Havre disait dans son rapport rédigé en février 1907 : « Jusqu'ici les résultats de la valorisation n'ont pas été ceux que l'on attendait, puisque le 31 décembre 1906 le good average courant du mois ne cotait plus au Havre que 41 francs contre 46 fr. 50 le 31 décembre 1905 et 49 francs le 28 février et le 31 juillet 1906. Pendant la première quinzaine de 1907 les cours ont encore continué à fléchir fortement jusqu'à 36 fr. 25 (15 janvier 1907). La baisse s'est produite, malgré les achats considérables pour le compte des Gouvernements Brésiliens, à des prix supérieurs à ceux des marchés importateurs. »

Aussi l'emprunt avait-il peu de succès.

Les besoins d'argent augmentaient cependant toujours. Les acheteurs officiels non seulement n'achetaient pas aux prix promis le café arrivant sur ces places, mais

ne l'achetaient même plus du tout. Les commissaires, intermédiaires entre les producteurs et les exportateurs, qui avaient consenti à payer la surtaxe de 3 fr. pour le café arrivant comme s'il était réellement sorti, croyant qu'il serait acheté par l'Etat, ne pouvaient plus fournir d'argent aux planteurs qui eux n'avaient plus aucune ressource.

« Par une sorte d'ironie cruelle et inhumaine, dit le *Paiz*, le convenio se borne à acquérir sur le marché environ 6.900 sacs par jour à des prix officiels inférieurs aux prix promis, ce qui est déjà un manque manifeste de loyauté : mais en achetant même à ces prix, il fait naître chez l'agriculteur l'espoir de vendre son café, d'accord avec les cotes des acheteurs officiels et ôte au négociant commissionnaire qui ne veut pas s'exposer à être blâmé par le producteur, la liberté de le négocier d'une autre façon. Le sentiment qui domine dans le commerce est par suite un découragement général et croissant. Chaque nouvel envoi de café est pour le négociant commissionnaire une menace de plus ! En vérité nous étions loin de supposer que le convenio pût créer sur la place Rio de Janeiro une situation aussi anarchique.

« Pendant que se déroulent ces phénomènes, caractéristiques d'une crise intense et faisant craindre, en outre une catastrophe immminente, notre principal établissement de crédit se trouve pour ainsi dire immobilisé. Comment pouvait-il offrir son aide au commerce du café,

sur une plus grande échelle que le prêt de 6.000 contos de reis qu'il a déjà consenti, sans parler d'autres secours peut-être plus importants, lorsque le désordre des affaires, le mauvais état des transactions, les craintes et les inquiétudes lui commandent évidemment la plus grande circonspection dans l'emploi des valeurs de sa caisse? Quelles sont les banques qui peuvent se hasarder à accepter en gage du café déposé, dès qu'elles savent que le but du convenio est précisément d'empêcher l'exportation du café au moyen de maudits prix fixes et de l'absurde corner pauliste? N'est-il pas certain que les capitaux ont besoin de circuler et ne peuvent rester paralysés durant des mois, dans les piles de sacs d'un magasin quelconque? Comment le commerce pourrait-il vivre lorsqu'il voit le crédit lui échapper et que la pression des intérêts légitimes, augmentée par les tourments que lui inflige le convenio gêne ses opérations, tue son activité et son énergie?

« Nous savons que le Gouvernement fédéral ne peut intervenir directement dans des opérations commerciales du ressort des Gouvernements des Etats. Mais quand ces opérations arrivent à blesser implacablement l'intérêt de la collectivité brésilienne n'y a-t-il, dans notre organisation constitutionnelle, aucune protection à solliciter, aucun correctif à mettre en pratique aucun soulagement à appliquer !

« Sommes-nous condamnés à l'abandon, à voir l'Union les mains liées, contempler avec surprise, comme

simple spectatrice le délire qui s'est emparé de ses membres et en être réduite à dire au peuple : « Je n'y puis rien ? » La constitution que l'on nous a donnée est-elle donc imprévoyante, incomplète, et marâtre à ce point ? »

Ce cri fut entendu et dans son message du 3 mai 1907, le président Affonso Penna laissait entrevoir à brève échéance l'intervention de l'Union : « Cette intervention n'a pas encore été nécessaire, parce que les gouvernements de l'Etat n'ont pas contracté l'emprunt autorisé par la loi ; mais cet emprunt sera contracté dès qu'ils le désireront puisqu'il s'agit d'une question d'intérêt national, ainsi que l'a reconnu le Congrès. »

L'aide du gouvernement se traduisit sous la forme d'un emprunt de 3 millions de livres sterling. L'emprunt projeté des 500.000 livres sterling était abandonné. L'Etat de São Paulo qui venait d'affermier le chemin de fer de Sorocabana à un groupe financier, avait reçu à titre d'avance 2.000.000 de livres sterling. A ce moment, suivant le *Brésil* du 11 août 1908, voici quel était le bilan de l'opération.

« Il a été employé à l'achat de 8.800.000 sacs de café, au prix moyen de livres sterling 1.18.6, une somme de livres sterling 16.949.350, dont livres sterling 13.559.480 fournis par le consortium, et livres sterling 3.389.870 par les emprunts de l'Etat.

Or, aux cours actuels, le prix moyen de vente des cafés du type acheté (non compris intérêts, commis-

sions, assurance, magasinage, etc.), serait de livres sterling 1.15.3, d'où il résulte le bilan suivant :

Passif

Dû au consortium.....	£ 13.559.480
Emprunts extérieurs.....	4.000.000
Emprunts à l'Union.....	3.000.000
Total.....	£ 20.559.480

Actif

Prix actuel de 8.800.000 sacs à livres sterling 1.15.3.....	£ 15.510.000
Surtaxe de 3 francs perçue.....	1.050.000
Total de l'actif.....	£ 16.560.000
Déficit.....	£ 3.999.480

sans compter les intérêts, commissions, assurances, magasinage.

Ainsi, la valorisation serait, si elle réalisait actuellement, en déficit au minimum de livres sterling 4 millions. Mais elle attendra pour liquider le relèvement des cours assuré par les faibles récoltes attendues pour les deux années prochaines. Puisse cet espoir se réaliser.»

L'emprunt s'imposait donc : il fut voté vers le milieu de l'année 1907 avec d'autant plus de facilité que le président Tibiriça, président de São Paulo, annonçait la suspension définitive des achats de café :

« Article premier. — Le président de la République est autorisé à prêter à l'Etat de São Paulo jusqu'à concurrence

de livres sterling 3 millions, ou son équivalent en monnaie nationale, à l'intérêt de 5 o/o l'an. Il pourra, à cet effet, faire les opérations de crédit nécessaires dans le pays ou au dehors jusqu'à concurrence de ce montant et à un intérêt ne dépassant pas celui marqué.

« § 1. — Dans le contrat de prêt à l'Etat (de São Paulo) seront spécifiées les garanties nécessaires pour son paiement effectif et stipulé l'amortissement respectif, celui-ci pouvant commencer de trois à cinq ans après la réalisation de l'emprunt.

« § 2. — Si l'Etat de São Paulo contractait directement l'emprunt, le président de la République est autorisé à lui donner la caution de l'Union, les limitations et garanties de l'article et du paragraphe précédent étant respectées.

« Art. 2. — Sont abrogées les dispositions contraires ».

L'opération de valorisation étant terminée, la liquidation allait commencer.

En résumé, suivant M. Ferreira Ramos, les 8 millions de sacs de 60 kilogrammes soit 480 millions de kilogrammes ont coûté à São Paulo, à raison de 42 fr. 50 les 50 kilogrammes, 408 millions de francs. Sur cette somme, le consortium a avancé environ 75 o/o, soit 306 millions de francs, et l'Etat de São Paulo a dû payer comptant la marge de 25 o/o sur les cafés achetés, soit plus de 100 millions de francs. Pour ce faire, il a emprunté livres sterling 5 millions soit 128 millions de francs et pour faire face à ces engagements il a créé la surtaxe de

sortie de 3 francs par sac de café. Or, s'il avait été (juillet 1906) obligé de réaliser son stock de 8 millions, le café étant à 36 fr. 50 les 40 kilogrammes au Havre, alors qu'il lui revient à 42 fr. 50, il aurait perdu déjà 6 francs par 50 kilogrammes, soit près de 60 millions, sans compter la dépréciation résultant de l'offre d'un pareil stock. Il faut donc conserver ce stock jusqu'à ce qu'à la faveur des faibles récoltes espérées en 1907-1908 et 1908-1909, il puisse le réaliser peu à peu à des prix rémunérateurs. Mais pour conserver le stock, il lui faut être à même de faire face aux dettes flottantes ci-dessus, aux intérêts et commissions sur les avances du consortium, aux frais de magasinage des cafés entreposés, charges que le journal *Le Brésil* estime à raison de 5 0/0 sur les fonds empruntés de 2 1/2 0/0 de magasinage et d'assurance et de 3 0/0 de commission en tout 10 1/2 0/0 à environ 40 ou 50 millions de francs par an.

Les 3 millions de livres sterling serviront à cette liquidation : 1 million sera versé d'abord à la Banque du Brésil pour la rembourser de son avance, les deux autres, plus les 2 millions de livres sterling provenant de l'avance sur l'affermage du chemin de fer de Sorocabana serviront à supporter la liquidation. *Le Brésil*, calcule que São Paulo pourrait soutenir le stock pendant environ deux ans avec les ressources créées par les deux opérations ci-dessus : « l'une est gagée sur la part revenant à São Paulo sur les rendements de la Sorocabana affermée à l'entreprise américaine Sorocabana Railway Company ;

l'autre, l'emprunt fédéral, est garanti par les 8 millions de sacs entreposés et par la surtaxe de sortie de 3 francs par sac de café, surtaxe qui, depuis le 1^{er} décembre 1906, a produit 17.990.808 francs.

Tout reste soumis maintenant à l'importance de la récolte de 1907-1908 et du stock visible qu'elle laissera. Le stock visible au 30 juin 1906 avant la récolte qui se termine actuellement s'élevait à 10 millions de sacs, exactement 9.600.000. La dernière récolte a donné environ 29.190.000 sacs pour le Brésil, 3.596 pour les autres pays : en tout 23.786.000 sacs qui avec le stock visible ont fourni 33.786.000 sacs contre une consommations mondiale de 17.108.000 sacs. Resteraient 16.678.000 sacs. São-Paulo, ayant retiré huit millions de sacs le stock visible à la présente date doit être réduit à 8.678.000 sacs. La récolte qui commence est évaluée par les pessimistes à 16 ou même 18 millions de sacs et par les optimistes seulement à 9 millions de sacs pour le Brésil et 4 millions pour les autres pays : en tout 13 millions de sacs, qui, ajoutés au stock visible, font 21 millions de sacs. En admettant que la consommation qui a tendance à augmenter prenne 18 millions de sacs il ne resterait plus, toujours d'après les optimistes, au 30 juin 1908, qu'un stock visible insignifiant de 2 à 3 millions de sacs. Dans ces conditions les prix du café auraient peut-être tendance à monter et São Paulo pourrait réaliser favorablement son stock

enmagasiné de 8 millions de sacs, composé d'ailleurs de bonnes qualités demandées.

Quoi qu'il en soit l'opération est très aléatoire et tout à fait en dehors de celles dont un Etat doit assumer les risques.

Aux troubles économiques et financiers sont venus s'ajouter par surcroît les troubles politiques. C'est la question de la surtaxe des 3 francs qui envenima les choses. Dès la cessation des achats, l'abolition de la surtaxe parut à quelques-uns évidente, mais si les achats ont cessé les charges de la valorisation subsistent tout entières jusqu'à la liquidation et il faut des ressources pour y faire face. Pour São Paulo, qui a tiré les plus grands avantages de la valorisation, le maintien de la surtaxe paraît nécessaire ; mais pour Minas Geraes et Rio cet impôt ne semble pas devoir être très utile à conserver.

Cependant la lutte est très ardente : les uns veulent rester fidèles au convenio et solidaires avec São Paulo ; les autres veulent au contraire rendre la liberté au commerce du café et supprimer la surtaxe. Cela assurerait une prime aux cafés de Rio et de Minas par rapport à ceux de São Paulo qui continuent à payer la surtaxe pour remédier aux dépenses faites pour la valorisation. A Rio la plupart des fazendeiros ont voté des résolutions demandant aux pouvoirs publics la suppression complète de tous les droits d'exportation sur le café, l'abaissement du coût de production, la réduction de tous les

tarifs de chemins de fer, l'abolition complète de tous les droits de douane sur l'importation des sacs vides destinés à contenir du café. Si à Rio le rejet de la surtaxe a été voté, à Minas, au contraire, elle est affectée à alléger les charges créées par la nouvelle loi de protection du café : cette loi autorise le Gouvernement à ouvrir un crédit de banque de 15.000 contos pour venir en aide à l'agriculture sous forme de primes aux sociétés coopératives ayant pour but d'améliorer les qualités des cafés et d'en assurer la vente aux intermédiaires ou à l'étranger. Dans le dernier cas, le Gouvernement embarquera pour son compte le café à Rio de Janeiro, le recevra dans les ports étrangers et l'emmagasinera dans ses propres magasins. Les sociétés coopératives pourront vendre alors sous leur responsabilité le café aux consommateurs. Pour chaque arrobe (15 kgr.) de café placé par les sociétés coopératives celles-ci recevraient une prime proportionnelle à la qualité. Enfin une société anonyme de défense du café avec une revue hebdomadaire le café s'est constituée pour défendre les intérêts du commerce et de la production. Et c'est peut-être le meilleur résultat du *convenio* que cette entente qui commence à se faire entre les différents producteurs : c'est à eux qu'il incombe de défendre leurs intérêts et non à l'Etat. C'est là l'opinion de M. Lacerda.

« Comme les producteurs sont les seuls intéressés à la défense de leurs produits, il est nécessaire de suivre l'exemple des pays le plus avancés en matière commer-

ciale et de s'occuper d'organiser chez nous le même système de défense, en adoptant les procédés commerciaux modernes dans toutes leurs modalités. Les mesures à adopter consistent ;

1° A organiser une Société ayant le capital et les crédits nécessaires qui permettent de soutenir les stocks de café disponibles jusqu'à leur vente sur la base d'un prix minimum qui paiera le coût de la production et laissera un solde suffisant pour garantir les intérêts du capital employé dans les cultures. Cette Société servira d'intermédiaire entre les marchés producteurs et consommateurs ;

2° A limiter l'exportation annuelle suivant les nécessités de la consommation, en retenant l'excès de production du pays pour le compte des producteurs ;

3° A réglementer le commerce d'exportation du café brésilien en prêtant son concours à tous les agriculteurs qui le solliciteront ;

4° A prendre toutes les mesures en général qui seront nécessaires à la mise en exécution des procédés commerciaux modernes.

Cette organisation exige la promulgation de lois qui deviendront les bases de la défense des producteurs en adoptant les procédés en usage du commerce moderne.

Quoique les moyens préconisés par M. de Lacerda laissent encore une trop grande part à l'activité législative de l'Etat ils n'en sont pas moins intéressants à noter.

Il est dommage que l'on ne se soit aperçu qu'après la valorisation que les « producteurs sont les seuls intéressés à la défense de leurs produits ».

CHAPITRE IV

Caisse de Conversion

Les promoteurs du convenio de Taubaté avaient établi, indépendamment des procédés préconisés pour réfréner la production et procurer un prix plus rémunérateur aux fazendeiros, un système propre à fixer le change à un certain taux par la formation d'une caisse de conversion créée à l'aide de l'emprunt de 15.000.000 de livres sterling qui devait servir à la valorisation.

M. Milo Peçanha, président de l'État de Rio, avait en effet déclaré lors de la discussion du convenio que le résultat de l'emprunt serait de faire hausser le change et de détruire ainsi tous les avantages qu'on voulait procurer par ailleurs aux fazendeiros. Au change de 15 pence (février 1906) le sac de café valait au Havre de 47 à 48 francs et représente en papier 29 milreis 90. Qu'on fasse monter le café à 60 francs le sac, mais qu'en même temps l'emprunt fasse hausser le change à 20 d. et le sac malgré la hausse ne représentera que 28 milreis 57 ; au change

de 24 pence il ne représentera plus que 23 milreis 80, c'est-à-dire que le planteur en tirera moins en papier qui est l'espèce en laquelle il paie les droits de sortie, les frais généraux, tarifs de transports, impôts, etc., qui eux restent les mêmes malgré les fluctuations du change. Le plan de valorisation était donc irréalisable et tout à fait inutile si le change continuait à être soumis à des variations brusques et constantes.

« On ne fera rien de bon, de stable, de sérieux, au Brésil, disait M. Martin de Siqueira tant qu'on ne rendra pas le change invariable, c'est son instabilité qui ruine l'agriculture, qui arrête l'essor de l'industrie et qui paralyse le commerce. Les États caféiers vont faire un gros emprunt pour valoriser le café, mais ce sera un coup d'épée dans l'eau si le change des environs de 17 pence se met à atteindre 24 et même 27 pence. Pour protéger l'industrie contre la hausse du change à 16 et 17 pence on a augmenté les droits de douane, ce qui est un malheur. Mais une nouvelle hausse du change obligerait le Gouvernement à une nouvelle augmentation contre laquelle il pourrait bien se produire des représailles. » Et M. Martin de Siqueira proposait de fixer le taux à 15 pence, taux qui fut établi par la loi organisant la caisse de conversion. Pourquoi 15 d. plutôt que 12, 17 ou 6 ? Il semble que l'on ait voulu prendre un moyen terme : contenter avec ce taux peu élevé les planteurs hypnotisés par l'idée que le change bas favorise l'agriculture et accepter une situation de fait qu'il serait plus facile de maintenir, le change ayant mani-

festé depuis quelque temps une tendance à rester à ce taux. L'article 8 du convenio, point de départ de la loi nouvelle, n'en dit rien. « Pour l'exécution du convenio l'État de São Paulo est dès maintenant autorisé à réaliser dans le pays ou à l'étranger avec la garantie de la surtaxe de 3 francs créée par l'article 6 et sous la responsabilité solidaire des trois Etats les opérations de crédit nécessaires jusqu'à concurrence de 15.000.000 de livres sterling. Ce capital sera affecté au fonds de garantie d'une caisse d'émission à base métallique et de conversion qui sera créée par le Congrès national pour la stabilisation de la valeur de la monnaie. »

Ainsi les Etats caféiers devaient verser le produit de leur emprunt de 375 millions de francs en or, à la caisse de conversion et recevoir en échange des billets qui se trouveraient mis en circulation dans le pays par le fait de l'achat de cafés ; en même temps la caisse devait continuer à échanger des billets contre de l'or et vice versa au taux fixé soit 15 d.

Lorsque les Congrès en 1905 avait voté le 20 décembre le principe de l'emprunt garanti par l'Union pour venir en aide à la culture caféière, il n'était nullement question de la fixation du change ; aussi la mesure nouvelle relative à la création d'une caisse de conversion votée en principe dans le convenu n'ayant pas été prévu dans la loi de 1905 ne pouvait être reprise qu'à la session du congrès du 3 mai 1906. D'ailleurs par son caractère financier elle perdait son aspect régional et paraissait si

grave au président sortant Rodrigues Alves qu'elle ne lui semblait pas devoir être subordonnée aux intérêts de la production caféière et qu'il préférerait en laisser la responsabilité à son successeur. D'où la dualité des lois votées.

Les défenseurs de la politique monétaire d'assainissement commencée par le président Campos Salles, déclaraient malhonnête et immoral d'arrêter la hausse du change par ce procédé arbitraire qui comporte pour la nation un énorme sacrifice. Ainsi, dit le Brésil : « la dette extérieure de la nation et des états représente plus de 100.000.000 de livres sterling en chiffres ronds exigeant un service annuel de 5.000.000 de livres sterling. Au change pair de 27 pence le Brésil doit de ce chef (la livre égale 8 milreis 80) en papier 800.000 contos représentant un service annuel de 44.000 contos. Si le change est fixé à 15 pence le Brésil devra en papier 1.500.000 contos et aura à payer annuellement 75.000 contos ».

Les partisans du convenio trouvaient tout naturel au contraire d'empêcher la hausse du change qui les lésait personnellement parce qu'il diminuait la somme en papier qu'ils recevaient en échange de leurs traites. Et l'exemple de la République Argentine leur paraissait suffisant pour calmer toutes les craintes.

La caisse de conversion établie en Argentine depuis 1899 a reçu deux missions de la loi : l'une qui consiste à former un fonds de conversion de la monnaie fiduciaire alimenté par des ressources plus ou moins importantes ; l'autre a pour but d'établir un bureau

chargé d'échanger du papier pour de l'or et *vice versa* (les anciens et les nouveaux billets ayant indistinctement droit au remboursement) à tous ceux qui le solliciteraient dans la proportion de 1 piastre papier pour 44 centavos or. La tentative a réussi, mais elle était très risquée : la couverture des billets est extrêmement faible. Après plus de six ans ellen'est encore que de 50 o/o. L'or existant dans la caisse contre l'émission des nouveaux billets aurait très bien pu quitter le pays si les récoltes n'avaient pas été très abondantes et si le développement de l'élevage n'était pas venu fournir un notable excédent d'exportation. Le Brésil est bien aussi un pays agricole, mais allait-il avoir la même chance que l'Argentine ? Celle-ci a eu pour étayer son change des conditions économiques favorables qui l'ont placée dans une forte position créditrice vis-à-vis de l'étranger ; qu'elles viennent à manquer et c'est la *chute* du change. L'état de crise où se trouvaient la production et l'organisme économique du Brésil ne semblait pas offrir une garantie suffisante contre la baisse du change. A cette cause de faiblesse s'ajoutait celle résultant du peu d'empressement que les capitalistes étrangers allaient sans doute manifester pour une entreprise destinée à stabiliser le change à un taux bien bas au préjudice des énormes capitaux déjà engagés dans le pays. L'adoption du système de la caisse de conversion apparaissait donc comme très chanceuse.

L'article 8 du *convenio* laisse supposer que l'em-

prunt de 375.000.000 de francs pourrait servir à deux fins : la valorisation du café et la stabilisation du change. Cela semble à première vue difficilement admissible, mais admettons-le. Les 15.000.000 de livres sterling au change de 15 d. pourraient fournir 250.000 contos de nouveaux billets. Et ces 15.000.000 serviront-ils de garantie pour les nouveaux billets (250.000) ou pour les nouveaux et les anciens (664.000 contos) indistinctement au total 919.000 contos ? Dans le premier cas il y aurait au Brésil deux circulations : l'une convertible et intégralement garantie par l'emprunt projeté ne vaudrait que 15 pence par milreis ; l'autre inconvertible et sans garantie continuerait à circuler au pair fictif et nominal de 27 pence. Il est vraisemblable de supposer que la circulation inconvertible va tomber dans le plus complet discrédit et qu'on n'y recourra que lorsqu'on ne pourra faire autrement ! Dans le second cas les 919.000 contos n'auront pour contre-partie à la caisse de conversion que les 15.000.000 de livres sterling, soit 280.000 contos, c'est-à-dire que la circulation des billets n'aura pour couverture qu'une encaisse or s'élevant à 27 o/o de sa valeur totale, c'est une proportion bien faible qui rendra très fragile la stabilisation du change : que des exportations d'or se produisent et la convertibilité est très compromise.

M. David Campista, toujours optimiste, ne paraît pas trouver ce système inadmissible et dans le rapport précédent le projet de loi élaboré par la Commission des

finances, relatif à la fixation du change, il déclare possible une circulation mixte, mais abandonne complètement le principe de l'emprunt des 15.000.000 de livres sterling. « L'or qui spontanément cherchera un abri dans la caisse de conversion sera représenté dans la circulation intérieure par de la monnaie de papier à laquelle il correspond, convertible en tout temps pour la valeur précise de l'émission. Les billets spéciaux ainsi émis ne sont que des certificats de dépôts en or, indépendants et étrangers à la circulation inconvertible de l'État. Les pays neufs, les milieux économiques comme le nôtre offrent des conditions de relativité auxquelles ne s'appliquent pas toujours les formules préétablies. On prétend que le convenio de Taubaté comportait un ensemble de mesures artificielles dangereuses surtout en matière monétaire. Cependant le Gouvernement ne se fait pas faute de recourir à ces mesures en intervenant sur le marché de change par l'intermédiaire de la Banque du Brésil, et cette intervention, il s'agit de l'exercer par un autre intermédiaire, celui d'une caisse de conversion, grâce à elle la spéculation à la hausse si fatale à la production et au travail national est arrêtée ; quant aux mouvements dans le sens de la baisse ils sont très improbables. L'administration dispose déjà pour les contenir de l'appareil institué par la loi du 20 juillet 1899 qui crée les fonds de rachats et de garantie du papier monnaie. Fortifier le fonds de rachat de manière à retirer rigoureusement de la circulation le papier à cours forcé et à ouvrir un che-

min au développement progressif de la circulation convertible ; affermir d'un autre côté le fonds de garantie, telles sont les mesures nécessaires qui augmentèrent la confiance. La caisse de conversion couronnera le système : cette caisse ne peut concourir au discrédit de la nation, au contraire la stabilité et la certitude qu'elle donne à l'or est un moyen d'attirer les capitaux qui accroissent le développement économique. Supposons que toutes nos prévisions soient fausses et que la position économique et financière du pays détermine une baisse considérable, épuisant les dépôts de la caisse de conversion ; on ne voit pas en quoi l'institution de la caisse aurait par cela aggravé la situation. La monnaie de papier émise serait recueillie exactement dans la même proportion de l'or qui aurait été retiré et la caisse une fois épuisée, le papier inconvertible continuerait à circuler sans concurrent comme il circule aujourd'hui.

La fixation du change ne vient modifier en rien la promesse légale faite aux porteurs des billets actuels de les rembourser au taux de 27 pence : le taux conventionnel de 15 pence ne s'applique qu'aux billets or spéciaux convertibles à vue, émis par la caisse et remboursables à ce même taux. Avant tout la fonction de la caisse n'est pas de rendre impossible le mouvement progressif du change dans le chemin de la parité légale. Elle veut rendre normal ce mouvement de façon à ce qu'il représente le reflet fidèle de la réalité économique et la parfaite concordance qui existe entre le moyen

circulant et le développement de la richesse. Le projet de loi limite la circulation des billets or à 320.000 contos correspondant à 20.000.000 de livres sterling au change de 18 pence ; le but de cette limitation est de rendre possible une élévation du taux du change pour le rapprocher sûrement et progressivement du pair légal sans brusques fluctuations. La caisse de conversion sera un indicateur sûr de la situation économique, du niveau de la confiance et du crédit.

La fixation ne sera pas définitive, mais elle assurera une stabilité suffisante pour tonifier l'organisme économique et attirer l'or dans la circulation d'une manière plus certaine et plus pratique qu'on ne pourrait le faire en donnant à la Banque du Brésil, comme on l'a fait, la faculté d'ouvrir des comptes courants or ou de recevoir des dépôts or contre lesquels elle pouvait émettre des billets convertibles au pair légal (1). »

Conformément à cet exposé la Commission des Finances soumit au Congrès du 18 août 1906 le projet de loi suivant :

« Le Congrès National résout :

Article premier. — Il est constitué une Caisse de conversion spécialement destinée à recevoir des monnaies d'or de cours légal, et celles dont traite l'article 5 de la présente loi. Elle délivrera en échange des billets au porteur, représen-

1. Discursio pronunciado na çamara dos Deputados, 1906.

tant une valeur égale à celles des monnaies d'or reçues. Cette valeur est fixée à quinze deniers par mille reis.

§ 1. Les billets ainsi émis auront cours légal, et seront rachetés et payés à quiconque les présentera pour être échangés contre des monnaies d'or par ladite Caisse de conversion.

§ 2. L'or que la Caisse de conversion recevra, en échange des billets qu'elle émettra, sera conservé en dépôt et ne pourra être destiné en aucun cas, ni par ordre de qui que ce soit, à une fin autre que celle de convertir au type fixé les billets émis sous la responsabilité personnelle des membres de la Chambre de conversion, et sous la garantie du Trésor.

§ 3. Les billets présentés à l'échange, et amortis, seront brûlés ou détruits.

Art. 2. — Les paiements décrétés ou contractuels ou ceux qui, en raison d'une convention quelconque, devront être effectués en or, respecteront comme actuellement l'étalon légal de 27 deniers par milreis, et pourront être réalisés en billets de la Caisse de conversion sur la base de la valeur or qu'ils représenteront aux termes de la présente loi.

Art. 3. — Les émissions de la Caisse de conversion cesseront quand les billets émis à la taxe fixée par la présente loi atteindront la valeur de 320,000 contos correspondant au dépôt maximum de 20 millions de livres sterling, et, dans ce cas, le taux dont il est question dans l'article premier pourra être surélevé.

Art. 4. — Dès que la limite établie dans l'article précédent

sera atteinte, et après altération du taux, aux termes de cette loi, les billets émis devront être échangés dans un délai qui ne saurait être inférieur à six mois. A l'expiration de ce délai, l'échange sera passible d'un escompte de 20 o/o de la valeur des billets durant cinq années, — à compter de la date initiale de l'échange. Passé ce terme, il y aura prescription, et les fonds prescrits seront crédités au fonds de garantie institué par la loi n. 581 du 20 juillet 1899.

Art. 5. — Les marks, francs, lire, dollars, serviront conjointement avec les livres sterling à constituer le dépôt dont il est question dans l'article premier, et le taux établi par le même article pour les livres sterling sera conservé pour toutes les fins d'émission et de conversion, ainsi que les taux correspondants, pour les monnaies dont il est question dans cet article.

Art. 6. — La Caisse de conversion ouvrira un compte spécial pour les billets à émettre et l'or à recevoir, et publiera mensuellement l'état des dépôts et des émissions.

Art. 7. — Le pouvoir exécutif élaborera le règlement relatif à l'organisation administrative de la Caisse, qui sera soumise à la surintendance directe du ministre des finances, et calquée, dans les limites du possible, sur la Caisse actuelle d'amortissement. Le nombre, les attributions et émoluments des membres de la caisse seront déterminés par le même règlement, qui sera provisoire, à cet effet, jusqu'à l'approbation définitive du congrès national.

Art. 8. — Les membres du conseil de la Caisse encourront pour tout détournement de dépôts, les peines de l'article 221

du Code pénal, en plus de la responsabilité personnelle prévue par cet article.

Art. 9. — Toutes les dispositions contraires sont abrogées.
15 août 1906.

Francisco Veiga, président de la commission ; *David Campista*, rapporteur, *José Eusebio* ; *Galeão Carvalho* ; *Ignacio Tosta* ; *Alberto Maranhão* ; *Galvão Baptista*.

Ce projet souleva de nombreuses discussions au Parlement Brésilien, mais le siège de la majorité des députés était fait d'avance et le vote assuré. Toutefois, M. Afonso Costa trouvait la mesure dangereuse ; car au lieu de stabiliser la monnaie « elle créera, dit-il, une confusion et des différences de change entre les anciennes émissions de cours forcé et la nouvelle convertible. Les billets émis vaudront tantôt 12 milreis, tantôt 16, tantôt 20 milreis la livre sterling suivant l'espèce de billet, le lieu de l'échange et le taux du change. Il importe peu que la caisse de conversion déclare arbitrairement que la livre sterling vaut 16 pence, elle n'aura dans les transactions que la valeur réelle que lui donneront les taux du change vu que la fixation du change à 15 pence par milreis n'affecte les billets qu'au moment de leur rentrée dans la caisse de conversion. En attendant ils subiront toutes les fluctuations du change affectant les transactions courantes. » De plus comment

assurer l'effectivité de la conversion. Où sont les réserves d'or nécessaires et comment se les procurer ? Par un emprunt ? Mais celui de 15.000.000 de livres sterling n'a pas pu se réaliser. Le projet n'en parle même pas. Il ne reste dès lors qu'à attendre la venue spontanée de l'or provenant du travail national ou à distraire le fonds de garantie au bénéfice de la caisse ?

Le projet fut voté et promulgué le 6 décembre 1906 après avoir subi quelques modifications résultant de l'admission de nombreux amendements : le plus intéressant était celui ordonnant le transfert à la caisse de conversion des fonds de rachats et de garantie et la création d'une agence de la caisse de conversion à Londres qui pourra émettre des billets convertibles à vue dans ladite agence.

« Le Congrès National décrète :

Article premier. — Il est institué une Caisse de conversion spécialement destinée à recevoir des monnaies d'or de cours légal, et celles dont traite l'article 5 de la présente loi. Elle délivrera en échange des billets au porteur, représentant une valeur égale à celle des monnaies d'or reçues. Cette valeur est fixée à quinze deniers par mille reis.

§. 1. Les billets ainsi émis auront cours légal et effet libératoire pour tous contrats et paiements, sauf ceux dont traite l'article 2 de cette loi.

Ces billets seront rachetés et payés à vue à qui les remettra, pour être échangés contre de la monnaie d'or, à la même Caisse.

§ 2. L'or que la caisse de conversion recevra, en échange des billets qu'elle émettra, sera conservé en dépôt et ne pourra être destiné en aucun cas, ni par ordre de qui que ce soit, à une fin autre que celle de convertir au taux de change fixe les billets émis sous la responsabilité personnelle des membres de la Caisse de conversion et sous la garantie du Trésor.

§ 3. Les billets présentés à l'échange et amortis ne seront plus remis en circulation. Ils seront brûlés ou détruits par un moyen quelconque.

§ 4. En attendant que les billets spéciaux devant être émis par la Caisse de conversion soient imprimés, des billets du Trésor n'ayant pas encore été mis en circulation pourront, en cas de besoin, être utilisés à leur place ; ils seront dûment signés et porteront toutes les déclarations nécessaires.

Art. 2. — Les paiements qui, par convention et engagements contractuels spéciaux, doivent être effectués en or seront faits, comme actuellement, conformément à l'étalon légal de 27 pence, ou pourront être réalisés en billets de la Caisse de conversion, d'après leur valeur or déterminée par les dispositions de la présente loi.

Art. 3. — Les émissions de la Caisse de conversion cesseront quand les billets émis au taux fixé par la présente loi atteindront la valeur de 320.000 contos, correspondant au dépôt maximum de 20 millions de livres sterling, et alors le taux fixé dans l'article premier pourra être élevé *par une loi du Congrès National*.

Art. 4. — Dès que la limite établie à l'article précédent

sera atteinte, et après altération du taux, aux termes de cette loi, les billets émis devront être échangés dans un délai qui ne sera pas inférieur à *douze mois*. A l'expiration de ce délai, l'échange sera passible d'un escompte de 20 o/o de la valeur des billets durant cinq années, à compter de la date initiale de l'échange. Passé ce terme, il y aura prescription, et les fonds prescrits seront crédités au fonds de garantie dont parle l'article 9 de la présente loi.

Art. 5. — Les marks, francs, lire, dollars, serviront, conjointement avec les livres sterling, à constituer le dépôt dont il est question dans l'article premier, et le taux établi par le même article pour les livres sterling sera conservé pour toutes les fins d'émission et de conversion, ainsi que les taux correspondants pour les monnaies dont il est question dans cet article.

Art. 6. — La caisse de conversion ouvrira un compte spécial des billets émis et de l'or reçu, et publiera mensuellement l'état des dépôts et des émissions.

Art. 7. — Le Président de la République édictera le règlement relatif à l'organisation administrative de la caisse, qui sera soumise à la surintendance directe du ministre des Finances, et se conformera, dans les limites du possible, sur la caisse actuelle d'amortissement. Le nombre, les attributions et émoluments des membres de la caisse seront déterminés par le même règlement, qui sera provisoire, en ce qui concerne ces dispositions, jusqu'à l'approbation définitive du Congrès national.

Art. 8. — En cas d'affectation illégale du dépôt dont traite

le paragraphe 2 de l'article 1^{er}, les membres de la caisse de conversion seront passibles des peines établies à l'article 221 du Code pénal, en plus de la responsabilité personnelle prévue par ledit article.

Art. 9. — Les fonds de rachat et de garantie du papier-monnaie, institués par la loi n° 581, du 20 juin 1899, sont transférés à la caisse de conversion.

§ 1^{er}. Les crédits du fonds de rachat continueront à être appliqués conformément à l'article 1^{er} de ladite loi.

§ 2. Les crédits du fonds de garantie seront aussi destinés au rachat du papier-monnaie, en remplacement duquel la caisse de conversion émettra des billets correspondants audit fonds, d'accord avec l'article 1^{er} de cette loi.

Art. 10. — Le Président de la République est autorisé :

I. A maintenir à Londres une agence de la caisse de conversion, qui pourra émettre, s'il convient à ses opérations, des billets convertibles à vue dans ladite agence. L'agence sera aussi sous la surintendance directe du ministre des Finances.

II. A opérer sur le change, en achetant et vendant des lettres de change sur l'extérieur, de façon à maintenir le taux fixé à l'article 1^{er}.

Ces opérations pourront être faites par le moyen que le Gouvernement jugera le plus convenable, même par une section spéciale du Trésor, mais non pas par l'intermédiaire de la caisse de conversion.

Pour réaliser ces opérations, le Gouvernement pourra utiliser jusqu'à 3.000.000 de livres sterling du fonds de garan-

tie actuel, au cas où il n'affecterait pas immédiatement ce fonds à l'objet spécifié par l'article 9 § 2.

III. A créer au Trésor la section spéciale indiquée au paragraphe précédent, fixant le nombre, la classe, les attributions et les émoluments du personnel, en gardant dans ce but les fonctionnaires actuels des finances, ou en nommant d'autres, étrangers à ce département, et en soumettant ces nominations à l'approbation du Congrès national.

IV. A liquider, s'il le juge utile, et de la façon qui lui semblera la plus avantageuse à l'intérêt national, les comptes du Trésor avec la Banque du Brésil.

Art. 11. — Le Gouvernement est autorisé à ouvrir les crédits nécessaires pour la mise à exécution immédiate de cette loi, tant pour le paiement du personnel que l'acquisition du matériel.

Art. 12. — Sont annulées les dispositions contraires.

AFFONSO PENNA.

Ainsi, comme le fait remarquer le journal *Le Brésil*, « la loi de valorisation avait institué l'Etat marchand de café, la loi de conversion va le faire changeur, marchand de traites. C'est complet, tout y passe ; le crédit de l'Etat qui doit s'endetter pour acheter du café ; puis les fonds de rachat et de conversion du papier qui vont servir de couverture à des opérations sur le change avec tous les risques qu'elles comportent ».

L'emprunt n'ayant pas réussi, c'était en effet fatalement le fonds de rachat qui devait faire les frais de la nouvelle caisse « et produire ce résultat bizarre de servir de base à une émission d'un taux déprécié au lieu de relever la valeur de la circulation par la durable fonction du rachat réduisant la masse de ce papier et de la conversion quand il serait au pair » (1).

Si l'expérience de l'Argentine est probante (bien qu'elle ne soit pas encore tout à fait finie) c'est que ce pays reçoit en numéraire les excédents de son commerce international, excédents qui alimentent la caisse de conversion et lui permettent d'échanger contre de l'or tout le papier qu'elle émet et qui circule dans l'État. Mais, dans l'Argentine comme au Brésil, que les exportations diminuent pour une cause ou pour une autre et voilà la caisse privée de ressources.

Or le Brésil présente cette singulière particularité, d'avoir besoin d'un fort courant d'exportation et de s'efforcer de l'endiguer en régularisant le cours de son café, principal article d'exportation, et en escomptant la faiblesse des récoltes à venir ! D'où l'argent viendra-t-il alors si les exportations s'abaissent ?

Suivant la *Brazilian Review* « le dernier exercice 1906-

1. *Relatorio apresentado ao presidente da Republica dos Estados Unidos do Brasil*. Leopoldo Bulhoes, 1906.

1907 a donné en raison de l'énorme récolte de café un solde favorable au pays de 7.862.000 livres sterling, sur une exportation de 61.160.195 livres sterling. Sur ces 7.862.000 livres sterling, 6.161.736 livres ont été introduits en espèces d'or dans le pays et 1 million 700.000 livres sterling ont été déposées à Londres au fonds de garantie. Si les pronostics de faible récolte de café se confirment (14 millions de sacs 1907-1908 et 15 millions 1908-1909) la valeur de l'exportation sera réduite à moins qu'une hausse des prix vienne compenser la diminution de la quantité exportée, mais le stock de 8.000.000 de la valorisation peut être un obstacle à une hausse suffisamment compensatrice. D'autre part l'accroissement très sensible de l'importation des marchandises venant s'ajouter aux 12 000.000 de livres sterling de paiements officiels de particuliers à faire annuellement à l'étranger, il serait fort possible que l'excédent de la balance commerciale soit très réduit (1). Au lieu

1. Ce qui est en réalité.

	Exportation	Importation	Excédent d'exportation
Janvier....	4.718	3.151	1.567
Février....	5.583	2.788	2.795
Mars.....	5.418	3.391	2.027
Avril.....	5.170	3.184	1.986
Mai.....	4.786	3.347	1.439
Juin.....	3.941	3.035	906
Juillet....	4.599	3.554	1.045
Août.....	3.870	3.541	329
Septembre.	4.062	3.473	589
Blanchecotte			8

d'importer de l'or le Gouvernement se verra obligé, d'après le système ordinairement employé quand les traites d'exportation viennent à manquer dans la morte saison de mars à juillet, de fournir des traites sur son dépôt de Londres, pour soutenir le change, en attendant que l'exportation reprenne son essor ; ne peut-on pas craindre alors que par suite de la faible base métallique dont la caisse pourrait disposer, elle ne devienne caisse d'émissions et caisse d'émissions inconvertibles pour faire face aux besoins qui surgiront et l'absorberont complètement ?

Quoi qu'il en soit examinons les faits. Le 22 décembre 1906 la caisse de conversion fut inaugurée le 22 décembre 1907 en présence du Président Affonso Penna par le Dr Campista, ministre des Finances.

Pendant la première semaine de son fonctionnement le mouvement de cette caisse a été le suivant (1) :

Déposants		Mont. des dépôts en or	Bil. conv. à 15 d. liv. en éch. mil.
Banque du Brésil.....	l. st.	1.700.000	27.200.000
London and River Plate	—	125.000	2.000.000
Banque allemande.....	—	85.000	1.360.288
Vingt-huit particuliers..	—	16.730, 10 3.510	267.681 2.232
Divers (ie 22).....	or n. 1900 mil.		3.426
— (le 24).....	l. st.	10.518	168.000
— (le 26).....	l. st.	8.524	142.785
	Fr.	160	101
— (le 27).....	l. st.	4.523	72.368
	Fr.	490	311
— (le 28).....	l. st.	1.584	25.344
	Fr.	340 mil.	612

1. Journal *Le Brésil*, 20 janvier 1907.

Il n'y a eu qu'une sortie de 5.000 livres sterling opérée le 27 par la London and River Plate contre 80.000 milreis de billets convertibles.

Au total il y a donc été déposé, d'après les chiffres fournis chaque jour par les journaux livres sterling 1.947.279, 4.160 francs et 2.240 milreis du national correspondant en billets convertibles au change de 15 pence à 31.163.148 milreis.

Et le ministre des Finances pouvait s'écrier avec orgueil devant la réussite de son projet : « La période dominante dans la création de la caisse était celle de recueillir ou d'un emprunt pour émettre des billets contre cet or à un taux préétabli. Cependant la caisse avait dans les premiers jours et ce jusqu'à aujourd'hui conservé des dépôts considérables qui ne proviennent pas d'un emprunt et qui représentent de l'or produit par du travail brésilien. Cet or circule dans le pays et féconde l'activité économique au lieu d'être improductivement consommé en élévations temporaires du change qui favorisent la spéculation et condamnée par tous les Gouvernements et annulent les meilleurs prévisions qui animent le travail (1). »

Voici le bilan de la caisse de conversion durant la première année de son fonctionnement :

1. *Relatorio apresentado ao Presidente dos Estados Unidos do Brasil*. Campista, 1907.

Première année de la Caisse de conversion (I)

1906	Entrées Reis	Nombre d'entrées	1906	Sorties Reis	Nomb. de sorties
Déc.	37.363.512.512	141	Déc.	81.088.000	4
1907			1907		
Janv.	25 513.164.678	712	Janv.	413.814.119	234
Févr.	10.913.243.940	499	Févr.	694.482.983	261
Mars	13.086.801.116	471	Mars	1.845.560.764	474
Avril	7.847.590.771	442	Avril	3.046.940.510	664
Mai	4.314.762.691	389	Mai	902.937.710	551
Juin	947.432.657	399	Juin	741.548.329	510
Juillet	1.088.498.449	378	Juillet	843.271.911	507
Août	7.183.489.093	345	Août	768.675.756	482
Sept.	389.916.685	452	Sept.	798.882.143	445
Octob.	703.205.868	471	Octob.	1.292.938.147	586
Nov.	1.278.903.200	657	Nov.	1.317.398.855	671
Déc.	419.362.262	443	Déc.	744.548.127	442
	111.049.885.023	5.698		13.482.087.354	5.831
<i>Différence</i>					
1906	En plus			En moins	
Déc.	37.282.425.512				
1907					
Janv.	25.099.350.589				
Févr.	10.218.760.958				
Mars	11.241.240.552				
Avril	4.800.650.201				
Mai	3.411.824.981				
Juin	205.884.328				
Juillet	245.226.558				
Août	6.424.813.337				
Sept.				408.965.458	
Octob.				586.732.279	
Nov.				38.495.655	
Déc.				325.185.765	
	98.930.176.286			1.362.379.187	

Le change depuis le 22 décembre 1906, date de l'ouverture de la caisse, a été : maximum 15 15/32 et minimum 15 1/16, soit une variation de 13/32 d. alors qu'en 1906 la variation entre les deux extrêmes avait été de 3 1/8 d. et en 1905 de 4 15/32 d.

La caisse a donc rempli son rôle qui était de maintenir le change en limitant la hausse soudaine et éphémère des taux. Et elle a donné tort à ceux qui craignaient qu'il fût impossible d'avoir deux monnaies financières distinctes ; l'une convertible en or à un taux fixe ; l'autre inconvertible et dont la valeur or dépend uniquement du jeu de la balance commerciale. Nécessairement les deux émissions doivent être indifféremment reçues tant que les changes étrangers ne rendent pas avantageuse l'exportation d'or en provoquant une prime sur le métal. La fonction de la caisse de conversion est, comme le dit *Le Brésil*, un jeu de bascule qui consiste à émettre des billets contre de l'or à 15 pence pour empêcher la hausse du change et à racheter ces billets au même taux pour empêcher la baisse, qui amènerait la fuite de l'or pour rétablir l'équilibre de la balance internationale, baisse encore arrêtée par le droit de sortie du métal de 2 1/2 0/0 qui ne peut même être porté à 5 0/0.

Grâce à la réserve métallique de la caisse à l'autorisation donnée par le Gouvernement de disposer de 200.000 livres sterling sur le fonds de garantie de Londres et aux crédits intacts que la Banque du Brésil pos-

sède aussi à Londres, il y a tout lieu d'espérer, dit la *Brazilian Review*, « que la stabilité du change sera maintenue et la situation de la caisse consolidée cette année en dépit d'une réduction de l'exportation et d'une moins bonne balance commerciale qu'en 1907 ».

De même que la valorisation proprement dite dépend des récoltes futures, de même ici tout dépend de la balance des paiements.

L'avenir nous dira ce qu'il faut penser de ce projet de socialisme d'Etat.

CHAPITRE VI

C'est là en effet que réside le principal attrait de ce vaste programme où l'on voit pour la première fois une telle expérience tentée par un grand Etat.

C'est peut-être un précédent fâcheux pour le Brésil ; rien ne dit que le même phénomène de reproduction ne se produira pas pour le sucre ou le caoutchouc. Sera-t-il obligé de valoriser aussi ces produits ? En outre est-ce bien dans les fonctions d'un Gouvernement de protéger les uns au détriment des autres et de subordonner ainsi les intérêts de tout un pays à ceux d'une fraction d'une classe de la nation. Sans doute cette classe tient une place prépondérante puisqu'elle produit la principale richesse du pays ; mais le Brésil n'est pas uniquement voué à la culture du café. Grâce aux richesses de son sol et à la variété de son climat, il peut s'adonner aux genres de culture les plus variés : le cacao, le coton, le mate, le blé ont encore largement l'espace nécessaire à un énorme développement, développement beaucoup plus facile puisque ces produits ne demandent pas autant d'attention que le café. Les plan-

tations de ce fruit sont des œuvres de longue haleine qui réclament des soins constants et qui ne produisent normalement qu'au bout de quatre ou cinq ans. Il est difficile d'en restreindre promptement la production et cette production, si c'est au Brésil qu'elle est de beaucoup la plus considérable, n'est pourtant pas exclusivement cantonnée dans cette grande république : les Indes Orientales, l'Amérique Centrale, l'Afrique et les Philippines lui font une concurrence sérieuse, s'il faut en croire M. Miguel Calmon même, la production de ces divers pays atteindrait depuis 1904-1905 jusqu'à 1906-1907 les chiffres suivants :

Années	Indes Orientales	Amérique Centrale
—	—	—
1904-1905....	659.000	3.024.000
1905-1906....	707.000	2.880.000
1906-1907....	730.000	2.950.000
Années	Afrique	Philippines Indes Anglaises
—	—	—
1904-1905....	137.000	253.000
1905-1906....	140.000	235.000
1906-1907....	180.000	200.000

Accaparer un tel produit semble donc être un peu présomptueux et d'autant plus qu'il faut toujours compter avec la fameuse loi des succédanés ; le haricot torréfié

et la chicorée luttent sournoisement contre le café et sans compter que dans un temps où le nervosisme est répandu, le tilleul et la camomille lui portent aussi quelques coups.

Néanmoins les gains annuels du café sont encore supérieurs aux pertes. On n'agrandira les marchés du café qu'en réduisant les prix de vente, et si les cours ne sont pas rémunérateurs pour les producteurs, il n'y a pas d'autres moyens pour remédier au mal que de restreindre la production. C'est aux planteurs à prendre les mesures préventives nécessaires.

Faire comme le Brésil a fait, constituer un gros stock pour ne le liquider qu'au moment opportun, est un moyen ; mais c'est un moyen qui dépend de trop de circonstances et surtout de l'importance des productions futures.

Sans doute il a partiellement réussi puisque sans maintenir les prix primitivement fixés, il est arrivé à établir un prix qui a sauvé de la ruine les planteurs.

Mais il est permis de supposer que si São Paulo n'avait pas à effectuer ses acquisitions de café, c'est la spéculation qui aurait acheté en prévision de mauvaises récoltes tandis que au contraire elle s'est abstenue dans la crainte que le stock de 8.000.000 de sacs acheté par les Etats ne soit un jour ou l'autre jeté sur le marché et ne provoque une nouvelle baisse. Enfin, la cause du mal n'est neutralisée que très provisoirement. Il faut que durant deux ans au moins les récoltes

soient faibles (1). Etrange paradoxe qu'un pays ait à envisager comme un bienfait la disette d'un produit qui le fait pour ainsi dire vivre, puisque le café est son principal article d'exportation ! Et cela même ne résoud pas le problème : car si les récoltes de café sont mauvaises, la valorisation s'en trouvera bien, mais le change s'en trouva mal : antagonisme difficile à résoudre.

1. Malheureusement malgré les renseignements officiels de source brésilienne, des rapports d'enquêteurs envoyés par les gros négociants en café semblent prouver que les récoltes futures doivent être très normales.

Vu : le Président de la thèse,
SOUCHON

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Pour le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
BONNARIC

BIBLIOGRAPHIE

Théry (E.) — Les Finances au Brésil, 1898.

— Projet de réforme monétaire et de création d'une banque d'émission au Brésil, 1904.

LANEVILLE. — Le café et le change brésilien. Journal des Economistes, 15 octobre 1902.

LYON. — La politique monétaire des Républiques de l'Argentine et du Brésil. Questions monétaires contemporaines.

FERREIRA RAMOS. — La valorisation du café au Brésil, 1907.

AUGUSTO RAMOS. — A Industria cafeeira na america Hespanhola. Relatorio apresentado ao secretario da agricultura, 1907.

CAMPISTA. — Relatorio apresentado ao Presidente da Republica dos Estados Unidos do Brasil (Ministerio da Fazenda), 1907.

VIEIRA SOTATO (Dr.) — Notes sur le Commerce international, la Navigation et les Finances du Brésil. Extrait de l'Introduction de l'ouvrage « O Brasil, suas riquezas naturaes, suas industrias », 1907.

JOURNAUX ET PÉRIODIQUES

Le Brésil, 1905-1907 et 11 et 19 janvier 1908.

Le Monde Economique, 5, 12, 19, 26 mai 1906.

Le Café, 1903-1907.

Diario official, 21 et 22 de julho 1906.

L'Economiste Européen, 1905-1907.

France-Bresil, juin 1906.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — Le change et la prime à l'exportation du café.....	5
CHAPITRE I. — Historique du change.....	10
CHAPITRE II. — Le commerce du café. — Consomma- tion. — Production. — Influence du cours du café sur le change et du change sur le cours du café.....	31
CHAPITRE III. — Lois nouvelles destinées à résoudre le conflit entre : 1 ^o exportateurs ; 2 ^o importateurs et finances brésiliennes.....	53
CHAPITRE IV. — Valorisation du café.....	58
CHAPITRE V. — Caisse de conversion.....	99
CHAPITRE VI. — Conclusion.....	123
BIBLIOGRAPHIE	127

